

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

29 MARS 1962. — Loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER. — De l'aménagement du territoire.

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales.

Article 1^{er}. L'aménagement du territoire national, des régions, secteurs et communes est fixé par des plans.

Ces aménagement est conçu tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but de conserver intactes les beautés naturelles du pays.

Art. 2. Le Roi confère la force obligatoire aux plans régionaux, de secteur et communaux.

Toutes les prescriptions des plans d'aménagement, qu'elles soient ou non représentées graphiquement, ont la même force obligatoire.

Les plans ont valeur réglementaire. Ils demeurent en vigueur jusqu'au moment où d'autres plans leur sont substitués à la suite d'une révision. Il ne peut y être dérogé que dans les cas et selon les formes prévues par la présente loi.

Art. 3. Il est créé une Commission nationale de l'Aménagement du Territoire, dont le président et les membres sont nommés par le Roi. Les mandats sont conférés pour quatre ans et sont renouvelables.

La Commission nationale comprend, outre le président, 27 membres, dont 9 choisis sur une liste double de candidats présentée par le Conseil central de l'Économie et 9 choisis à raison d'un par province, sur une liste double d'experts présentée par la Députation permanente du conseil provincial.

L'organisation et les règles de fonctionnement de la Commission nationale sont fixées par le Roi.

Art. 4. La Commission nationale est chargée de proposer des directives générales pour la préparation et l'établissement des plans d'aménagement et de faire rapport au Ministre sur l'évolution des idées et des principes en matière d'aménagement du territoire. Le Ministre peut soumettre à l'avis de la Commission nationale toutes questions relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Pour l'application de la présente loi, les termes « le Ministre » désignent le Ministre qui a dans ses attributions l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

Art. 5. Le Ministre dépose annuellement sur le bureau des Chambres législatives un rapport sur la situation et les prévisions en matière d'aménagement national et régional du territoire.

(1) Session 1958-1959.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 124. — Amendements, n° 240.

Session 1959-1960.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 275. — Amendements, n°s 300, 311, 318, 328, 329, 330, 332, 336, 338, 339, 348, 350, 351, 354, 362, 371, 392 et 402. — Texte adopté en première lecture, n° 417. — Amendements, n° 429.

Annales parlementaires. — Séances des 11, 12, 25 mai, 2, 7, 16 et 23 juin 1960.

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 573-1. — Amendements, n°s 573-2 à 8. — Rapport, n° 573-9. — Amendements, n°s 573-10 et 11.

Session 1961-1962.

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 304-1. — Rapport complémentaire, n° 304-2. — Amendements, n°s 304-3 à 5.

Annales parlementaires. — Séances des 9, 15 et 16 février 1961 et des 7, 8, 13 et 22 mars 1962.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

29 MAART 1962. — Wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Ruimtelijke ordening.

EERSTE HOOFDSTUK. — Algemene bepalingen.

Artikel 1. De ruimtelijke ordening van het land, de streken, gewesten en gemeenten wordt vastgesteld in plannen.

Die ordening wordt ontworpen zowel uit economisch, sociaal en esthetisch oogpunt als met het doel 's lands natuurschoon ongeschonden te bewaren.

Art. 2. De Koning verleent bindende kracht aan de streek-, gewest- en gemeentepannen.

Alle voorschriften van de plannen van aanleg hebben dezelfde bindende kracht, ongeacht of zij grafisch zijn voorgesteld of niet.

De plannen hebben verordenende kracht. Zij blijven geldig totdat zij door andere plannen worden vervangen na een herziening. Er mag alleen van worden afgeweken in de gevallen en in de vormen door deze wet bepaald.

Art. 3. Er wordt een Nationale Commissie voor de Ruimtelijke Ordening ingesteld, waarvan de voorzitter en de leden worden benoemd door de Koning. De mandaten worden voor vier jaren toegekend en zijn hernieuwbaar.

De Nationale Commissie omvat, behalve de voorzitter, 27 leden, van wie 9 worden gekozen op een dubbele lijst van kandidaten, voorgedragen door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en 9, naar verhouding van één per provincie, op een dubbele lijst van deskundigen, voorgedragen door de Bestendige Deputatie van de provinciale raad.

De organisatie en de werkwijze van de Nationale Commissie worden door de Koning vastgesteld.

Art. 4. De Nationale Commissie heeft tot taak algemene richtlijnen voor de voorbereiding en de opmaking van de plannen van aanleg voor te stellen en aan de Minister verslag te doen over de ontwikkeling der ideeën en beginselen op het gebied van de ruimtelijke ordening. De Minister kan alle kwesties met betrekking tot de ruimtelijke ordening en de stedenbouw aan het advies van de Nationale Commissie onderwerpen.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder « de Minister » verstaan de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedenbouw behoren.

Art. 5. De Minister legt ieder jaar in de Wetgevende Kamers een verslag ter tafel over de stand en de vooruitzichten op het gebied van de nationale en regionale ruimtelijke ordening.

(1) Zitting 1958-1959.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 124. — Amendementen, nr. 240.

Zitting 1959-1960.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 275. — Amendementen, nrs. 300, 311, 318, 328, 329, 330, 332, 336, 338, 339, 348, 350, 351, 354, 362, 371, 392 en 402. — Tekst in eerste lezing aangenomen, nr. 417. — Amendementen, nr. 429.

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 11, 12, 25 mei, 2, 7, 16 en 23 juni 1960.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp door de Senaat overgezonden, nr. 573-1. — Amendementen, nrs. 573-2 tot 8. — Verslag, nr. 573-9. — Amendementen, nrs. 573-10 en 11.

Zitting 1961-1962.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp door de Senaat overgezonden, nr. 304-1. — Aanvullend verslag, nr. 304-2. — Amendementen, nrs. 304-3 tot 5.

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 9, 15 en 16 februari 1961 en van 7, 8, 13 en 22 maart 1962.

CHAPITRE II. — Des plans régionaux.

Art. 6. Le Roi désigne, après consultation de la Commission nationale, soit d'office, soit sur la proposition d'organismes régionaux publics ou privés, les régions qui doivent faire l'objet de plans d'aménagement.

Art. 7. Dans chacune des régions ainsi désignées, le Roi institue une Commission consultative dont il nomme le président et qui comprend, outre ce dernier, au moins 22 et au plus 30 membres. La moitié de la Commission, nommée directement par le Roi, est composée de délégués du Gouvernement, de membres des Députations permanentes, de membres des conseils d'administration d'associations de communes lorsqu'il en existe dans la région, et de membres de collèges échevinaux de la région.

L'autre moitié de la Commission est nommée par le Roi sur présentation par le ou les Gouverneurs des provinces intéressées d'une liste double de candidats choisis parmi les personnes représentant les principaux intérêts privés de la région.

La Commission peut se subdiviser en sections, pour autant que ses deux moitiés y soient représentées chacune en nombre égal.

Le Ministre fixe le règlement d'ordre intérieur des Commissions.

Art. 8. Le plan régional comporte :

- 1° l'indication de la situation existante;
- 2° les mesures générales d'aménagement requises par les besoins économiques et sociaux de la région.

Le plan peut également comporter :

- 1° des mesures générales d'aménagement du réseau des principales voies de communication;
- 2° des prescriptions générales d'ordre esthétique;
- 3° l'indication des limites approximatives des secteurs.

Art. 9. Le projet de plan est dressé à l'intervention du Ministre. Celui-ci désigne, après consultation de la Députation permanente des provinces auxquelles s'étend le projet, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration de ce projet.

Ces personnes informent la Commission consultative régionale de l'évolution des études préalables, lui en communiquent les résultats ainsi que tous avant-projets ou projets de plan. La Commission peut, à toute époque, formuler les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles.

Le projet est arrêté provisoirement par le Ministre qui charge le Gouverneur de la province du soin de procéder à l'enquête publique. Celle-ci est annoncée par voie d'affiches dans chacune des communes auxquelles le plan régional s'étend, par avis inséré à trois reprises au *Moniteur belge*, dans trois journaux de la capitale et, si possible, dans trois journaux de la région, ainsi que par un communiqué diffusé à trois reprises par l'Institut national de Radiodiffusion.

Après l'annonce, le projet de plan régional est déposé pendant nonante jours, aux fins de consultation par le public, à la maison communale de chacune des communes auxquelles le plan s'étend. Le début et la fin de ce délai sont précisés dans l'annonce.

Les réclamations et observations seront adressées par écrit au Gouverneur avant la fin de ce délai. La Députation permanente de chacune des provinces et le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend le projet, donnent leur avis au Gouverneur dans les soixante jours qui suivent la fin du délai susdit. Si la Députation permanente ou le conseil communal ne donnent pas d'avis dans ce délai, ils sont censés avoir émis un avis favorable. Le projet de plan avec les réclamations, observations et avis est soumis à la Commission consultative régionale, qui émet son avis dans les nonante jours de la réception du dossier. Celui-ci est, à l'expiration du délai, transmis par le Gouverneur au Ministre. Lorsqu'une région s'étend à plusieurs provinces, chacun des Gouverneurs exerce dans son ressort les attributions prévues au présent article.

Le Roi arrête le plan, le Conseil des Ministres en ayant préalablement délibéré.

Lorsque le Roi s'écarte de l'avis émis par la Commission consultative régionale, sa décision doit être motivée.

Art. 10. L'arrêté royal entre en vigueur quinze jours après sa publication par extrait au *Moniteur belge*, lequel reproduit en même temps l'avis de la Commission consultative. Dans le même délai, des expéditions du plan régional sont transmises par le Gouverneur à chacune des communes auxquelles le plan s'étend.

Le Gouverneur informe le public, par voie d'affiches, qu'il peut prendre connaissance du plan dans chaque maison communale.

HOOFDSTUK II. — Streekplannen.

Art. 6. De Koning wijst, na raadpleging van de Nationale Commissie, hetzij van ambtswege, hetzij op voorstel van openbare of private regionale lichamen, de streken aan waarvoor plannen van aanleg moeten worden opgemaakt.

Art. 7. In iedere aldus aangewezen streek stelt de Koning een Commissie van advies in, waarvan hij de voorzitter benoemt en die, benevens deze laatste, tenminste 22 en ten hoogste 30 leden telt. De helft van de leden der Commissie, die rechtstreeks door de Koning worden benoemd, is samengesteld uit afgevaardigden van de Regering, uit leden van de Bestendige Deputaties, uit leden van de raden van beheer van verenigingen van gemeenten indien er in de streek bestaan, en uit leden van de schepencolleges uit de streek.

De andere helft van de leden der Commissie worden door de Koning benoemd op een door de Gouverneur of Gouverneurs van de betrokken provincies voorgedragen dubbele lijst van kandidaten, gekozen uit de personen die de voornaamste particuliere belangen van de streek vertegenwoordigen.

De Commissie kan zich in secties splitsen, voor zover haar beide helften daarin ieder in gelijken getale vertegenwoordigd zijn.

De Minister stelt het reglement van orde van de Commissies vast.

Art. 8. Het streekplan bevat :

- 1° de aanduiding van de bestaande toestand;
- 2° de algemene maatregelen van aanleg, die vereist zijn om te voldoen aan de economische en sociale behoeften van de streek.

Het plan kan eveneens bevatten :

- 1° algemene maatregelen ter verbetering van het net der voornaamste verkeerswegen;
- 2° algemene voorschriften van esthetische aard;
- 3° de ruwe aanduiding van de grenzen der gewesten.

Art. 9. Het ontwerp-plan wordt opgemaakt door tussenkomst van de Minister. Deze wijst, na raadpleging van de Bestendige Deputatie van de bij het ontwerp betrokken provincies, de natuurlijke dan wel privaaf- of publiekrechtelijke personen aan die hij met het opmaken van dat ontwerp belast.

Die personen lichten de Regionale Commissie van advies over het verloop van de voorstudie in en delen haar de resultaten ervan evenals alle voorontwerp- en ontwerpplannen mede. De Commissie kan te allen tijde dienstig geachte opmerkingen of suggesties maken.

Het ontwerp wordt voorlopig vastgesteld door de Minister, die de Gouverneur van de provincie belast met de zorg van een openbaar onderzoek. Dit wordt aangekondigd door aanplakking in elke van de bij het streekplan betrokken gemeenten, door een bericht dat driemaal in het *Belgisch Staatsblad*, in drie bladen van de hoofdstad en zo mogelijk, in drie bladen van de streek wordt geplaatst, alsmede door een bericht dat driemaal door het Nationaal Instituut voor Radio-Omroep wordt uitgezonden.

Na de aankondiging wordt het ontwerp-streekplan gedurende negentig dagen ter inzage gelegd in het gemeentehuis van elke der bij het streekplan betrokken gemeenten. Het begin en het einde van deze termijn worden in de aankondiging aangegeven.

De bezwaren en opmerkingen worden vóór het einde van die termijn schriftelijk ter kennis gebracht van de Gouverneur. De Bestendige Deputatie van elke der betrokken provincies en de gemeenteraad van elk der betrokken gemeenten dienen de Gouverneur van advies binnen zestig dagen na het einde van de bovenbedoelde termijn. Indien de bestendige deputatie of de gemeenteraad binnen die termijn geen advies geven, worden zij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht. Het ontwerp-plan wordt samen met de bezwaren, opmerkingen en adviezen voorgelegd aan de Regionale Commissie van advies, die advies uitbrengt binnen negentig dagen na ontvangst van het dossier. Het dossier wordt, na het verstrijken van de termijn, door de gouverneur aan de Minister doorgezonden. Wanneer een streek zich over verscheidene provincies uitstrekt, oefent ieder Gouverneur, in zijn ambtsgebied, de in dit artikel omschreven bevoegdheden uit.

De Koning stelt het plan vast nadat de Ministerraad erover beraadslaagd heeft.

Wanneer de Koning afwijkt van het advies van de Regionale Commissie van advies, dient zijn beslissing met redenen omkleed te zijn.

Art. 10. Het Koninklijk besluit treedt in werking vijftien dagen na de bekendmaking ervan bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*, waarin tegelijk het advies van de Commissie van advies wordt overgenomen. Binnen dezelfde termijn zendt de Gouverneur het streekplan naar iedere gemeente die bij het plan betrokken is.

De Gouverneur maakt door aanplakking bekend dat het plan in elk gemeentehuis voor een ieder ter inzage ligt.

CHAPITRE III. — *Des plans de secteur.*

Art. 11. Le Roi désigne, après consultation de la Commission régionale intéressée, soit d'office, soit sur la proposition d'organismes régionaux publics ou privés, les secteurs qui doivent faire l'objet de plans d'aménagement.

Art. 12. Le plan de secteur comporte :

- 1° l'indication de la situation existante;
- 2° les mesures d'aménagement requises par les besoins économiques et sociaux du secteur;
- 3° les mesures d'aménagement du réseau des principales voies de communication.

Il peut comporter également :

- 1° des prescriptions générales d'ordre esthétique;
- 2° tout ou partie des matières que comporte un plan général communal, selon ce qui est énuméré ci-après.

Le plan de secteur s'inspire, en les complétant, des indications et stipulations du plan régional, lorsqu'il en existe un. Il peut au besoin y déroger.

Art. 13. Toutes les dispositions des articles 9 et 10, sauf celle relative à l'avis du Conseil des Ministres sont applicables au plan de secteur.

CHAPITRE IV. — *Des plans communaux.*

Art. 14. Chacune des communes du Royaume adopte, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Roi, un plan général et des plans particuliers d'aménagement.

Le Roi peut, à la demande du conseil communal, dispenser de tout ou partie de cette obligation toute commune comptant moins de mille habitants. Dans ce cas, la commune reste néanmoins soumise à toutes les autres dispositions de la présente loi.

Le conseil communal peut, moyennant l'approbation du Roi, décider de s'en tenir, en ce qui concerne le plan général d'aménagement, aux prescriptions d'un plan de secteur préexistant.

Le Roi peut autoriser plusieurs communes à s'associer conformément à la loi du 1^{er} mars 1922 en vue de dresser un plan général commun.

Pour autant que le territoire de ces communes ne soit pas compris dans les limites d'un plan de secteur déjà arrêté par le Roi, celui-ci peut, en approuvant le plan général commun, décider qu'il aura à l'égard de ces communes, la valeur attribuée par la présente loi aux plans de secteur.

Art. 15. Le plan général d'aménagement indique pour l'ensemble du territoire :

- 1° la situation existante;
- 2° l'affectation générale de diverses zones du territoire à l'habitation, à l'industrie, à l'agriculture ou à tout autre usage;
- 3° le tracé des principales modifications à apporter au réseau existant des voies de communication, compte tenu des indications fournies par l'Administration des Ponts et Chaussées pour ce qui concerne la voirie de l'Etat, et par le service technique provincial pour la voirie provinciale.

Il peut indiquer, en outre :

- 4° les emplacements prévus pour les espaces verts, réserves boisées, plaines de sport et cimetières, ainsi que pour les bâtiments publics et les monuments;
- 5° des prescriptions générales d'ordre esthétique;
- 6° des règles générales relatives à l'implantation et au volume des constructions à ériger.

Les prescriptions énumérées ci-dessus peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, l'interdiction de bâtir y comprise.

Le plan général s'inspire, en les complétant, des indications et stipulations du plan régional ou de secteur, s'il en existe. Il peut au besoin y déroger.

Art. 16. Le plan particulier d'aménagement indique, pour la partie du territoire communal qu'il détermine :

- 1° la situation existante;
- 2° l'affectation détaillée des zones visées au 2° de l'article 15;
- 3° le tracé de toutes les modifications à apporter au réseau existant des voies de communication;
- 4° les prescriptions relatives à l'implantation, au volume et à l'esthétique des constructions et clôtures, ainsi que celles relatives aux cours et jardins.

Il peut indiquer, en outre :

- 5° les prescriptions relatives à l'établissement et à l'équipement de la voirie, aux zones de recul et aux plantations;

HOOFDSTUK III. — *Gewestplannen.*

Art. 11. De Koning wijst, na raadpleging van de betrokken Regionale Commissie, hetzij van ambtswege, hetzij op voorstel van openbare of private regionale lichamen, de gewesten aan waarvoor plannen van aanleg moeten worden opgemaakt.

Art. 12. Het gewestplan bevat :

- 1° de aanduiding van de bestaande toestand;
- 2° de maatregelen van aanleg, vereist om te voldoen aan de economische en sociale behoeften van het gewest;
- 3° de maatregelen ter verbetering van het net der voornaamste verkeerswegen.

Het kan eveneens bevatten :

- 1° algemene voorschriften van esthetische aard;
- 2° geheel of ten dele de zaken die in een gemeentelijk algemeen plan zijn opgenomen overeenkomstig de navolgende opsomming.

Wanneer er een streekplan bestaat, richt het gewestplan zich naar de aanwijzingen en bepalingen ervan en vult ze aan. Het kan er desnoods van afwijken.

Art. 13. Alle bepalingen van de artikelen 9 en 10, behalve de bepaling betreffende het advies van de Ministerraad, zijn toepasselijk op het gewestplan.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeentelijke plannen.*

Art. 14. Elke gemeente van het Koninkrijk neemt, hetzij uit eigen beweging, hetzij binnen de haar door de Koning gestelde termijn, een algemeen plan en bijzondere plannen van aanleg aan.

De Koning kan elke gemeente met minder dan duizend inwoners, op verzoek van de gemeenteraad, geheel of gedeeltelijk ontheffen van die verplichting. In dat geval blijft de gemeente evenwel aan de overige bepalingen van deze wet onderworpen.

De gemeenteraad kan met goedkeuring van de Koning beslissen dat hij betreffende het algemeen plan van aanleg genoegzaam neemt met de voorschriften van een reeds bestaand gewestplan.

De Koning kan verscheidene gemeenten machtigen om zich overeenkomstig de wet van 1 maart 1922 te verenigen voor het opmaken van een gemeenschappelijk algemeen plan.

Voor zover het grondgebied van die gemeenten niet ligt binnen de grenzen van een gewestplan dat reeds is vastgesteld door de Koning, kan deze tegelijk met de goedkeuring van het gemeenschappelijk algemeen plan beslissen dat dit plan ten aanzien van die gemeenten de waarde zal hebben die bij deze wet wordt toegekend aan de gewestplannen.

Art. 15. Het algemeen plan van aanleg geeft voor het gehele grondgebied aan :

- 1° de bestaande toestand;
- 2° de algemene bestemming van verschillende delen van het grondgebied voor bewoning, nijverheid, landbouw of enig ander gebruik;
- 3° het tracé van de voornaamste in het bestaande verkeerswegennet te brengen wijzigingen met inachtname van de aanwijzingen van het Bestuur van Bruggen en Wegen wat de Rijkswegen, en van de provinciale technische dienst wat de provinciale wegen betreft.

Het kan bovendien aangeven :

- 4° de plaatsen die bestemd worden voor het aanleggen van groene ruimten, bosreservaten, sportvelden en begraafplaatsen, alsmede voor openbare gebouwen en voor monumenten;
- 5° algemene voorschriften van esthetische aard;
- 6° algemene regels betreffende de plaatsing en de grootte van de op te trekken gebouwen.

De hierboven opgesomde voorschriften kunnen eigendomsbeperkingen inhouden, met inbegrip van bouwverbod.

Wanneer een streek- of gewestplan bestaat, richt het algemeen plan zich naar de aanwijzingen en bepalingen ervan en vult ze aan. Het kan er desnoods van afwijken.

Art. 16. Het bijzonder plan van aanleg geeft voor het deel van het gemeentelijk grondgebied aan :

- 1° de bestaande toestand;
- 2° de gedetailleerde bestemming van de sub 2° van artikel 15 bedoelde gebiedsdelen;
- 3° het tracé van alle in het bestaande verkeerswegennet te brengen wijzigingen;
- 4° de voorschriften betreffende de plaatsing, de grootte en de welstand van de gebouwen en afsluitingen, alsmede die betreffende de binnenplaatsen en tuinen.

Het kan bovendien aangeven :

- 5° de voorschriften betreffende het aanleggen en uitrusten van de wegen, de bouwvrije stroken en de beplantingen;

6° les emplacements prévus pour les espaces verts, réserves boisées, plaines de sport et cimetières, ainsi que pour les bâtiments publics et les monuments;

7° si un remembrement ou un relotissement s'avère nécessaire, les limites des lots nouveaux, avec mention que ces limites sont susceptibles d'être modifiées par le collège échevinal, moyennant approbation du Ministre.

Les prescriptions énumérées ci-dessus peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, l'interdiction de bâtir y comprise.

Le plan particulier s'inspire en les complétant, des indications et stipulations du plan régional, du plan de secteur ou du plan général, s'il en existe. Il peut au besoin y déroger.

L'approbation du plan particulier par le Roi dispense la commune de toutes autres formalités légales en matière de plans d'alignement.

Tout plan d'alignement des villes ou des parties agglomérées des communes rurales, qui serait nécessaire pour l'exécution du plan d'aménagement, sera arrêté par le conseil communal, sans que toutefois soient encore requis l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial et l'approbation du Roi, prévus à l'article 76 de la loi communale.

Art. 17. Par dérogation à l'article 16, lorsqu'il s'agit de l'aménagement de zones industrielles, le plan particulier peut se borner à l'indication de la situation existante et des limites de la zone.

La disposition qui précède est également applicable aux plans d'aménagement de quartiers réservés à la construction groupée d'habitations sociales ou de petites propriétés terriennes.

Art. 18. Le Ministre peut exiger qu'un plan d'alignement qui lui est transmis aux fins d'approbation royale soit remplacé par un plan particulier d'aménagement. Dans ce cas, ce dernier peut se limiter à indiquer la situation actuelle, les nouveaux alignements, les relotissements à opérer et tout ou partie des prescriptions reprises au 4° de l'article 16.

Art. 19. Le Roi institue pour chacune des agglomérations de Bruxelles, Anvers, Liège, Gand et Charleroi, telles qu'il en détermine le territoire, pour chacune des associations intercommunales créées en vertu de l'article 14, quatrième alinéa, et pour chacune des communes de 10 000 habitants et plus, non comprises dans les dites agglomérations ou intercommunales, une Commission consultative composée, outre le président, de 10 membres au moins et de 20 membres au plus, choisis parmi les personnes appartenant au secteur public et au secteur privé. Chacune de ces commissions peut se diviser en sections; elle peut, moyennant l'approbation du Roi, déléguer à ces sections une partie de ses attributions.

Le Roi nomme le président et les membres de ces Commissions, sur une liste double de candidats présentée par la Commission consultative régionale visée à l'article 7.

Un fonctionnaire de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire désigné par le Ministre siège auprès de chaque Commission avec voix consultative.

Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur unique des Commissions.

Pour les communes non visées au premier alinéa, le rôle attribué par la présente loi aux Commissions consultatives est exercé par la Commission consultative régionale.

Il en sera de même pour les communes visées à l'alinéa premier, tant qu'elles ne seront pas pourvues d'une Commission consultative.

Art. 20. Les personnes désignées pour l'élaboration des plans d'aménagement tiennent la Commission consultative, par l'intermédiaire du collège échevinal, au courant des études préalables et lui communiquent tous avant-projets ou projets de plans.

Cette Commission peut à toute époque formuler les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles.

Le collège échevinal peut soumettre également à cette Commission tous les problèmes d'ordre esthétique.

Art. 21. Le conseil communal désigne, moyennant approbation du Ministre ou de son délégué, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration des projets de plans d'aménagement.

Après son adoption provisoire par le conseil communal, le projet de plan est soumis par le collège échevinal à une enquête publique, annoncée tant par affiches que par un avis inséré au *Moniteur belge* et dans trois journaux du Royaume, dont un paraissant au chef-lieu de la province.

Le projet de plan est déposé ensuite à la maison communale, aux fins de consultation par le public, pendant un délai de trente jours, dont le début et la fin sont précisés dans l'annonce.

6° de plaatsen die bestemd worden voor het aanleggen van groene ruimten, bosreservaten, sportvelden en begraafplaatsen, alsmede voor openbare gebouwen en voor monumenten;

7° indien een ruilverkaveling of herverkaveling nodig blijkt, de grenzen van de nieuwe kavels, onder vermelding dat die grenzen door het schepencollege kunnen worden gewijzigd met goedkeuring van de Minister.

De hierboven opgesomde voorschriften kunnen eigendomsbeperkingen inhouden, met inbegrip van bouwverbod.

Wanneer een streek-, gewest- of algemeen plan bestaat, richt het bijzonder plan zich naar de aanwijzingen en bepalingen ervan, en vult ze aan. Het kan er desnoods van afwijken.

De goedkeuring van het bijzonder plan door de Koning onthefft de gemeente van alle andere wettelijke formaliteiten inzake rooiplannen.

De rooiplannen voor de steden of voor de aangebouwde gedeelten in de plattelandsgemeenten, die voor de uitvoering van het plan van aanleg nodig mochten zijn, worden door de gemeenteraad vastgesteld, evenwel zonder dat het advies van de Bestendige Deputatie van de Provinciale Raad en de goedkeuring van de Koning, voorgeschreven bij artikel 76 van de gemeentewet, nog vereist zijn.

Art. 17. Wanneer het de aanleg van industriegebieden betreft, kan het bijzonder plan zich, in afwijking van artikel 16, beperken tot het aangeven van de bestaande toestand en van de grenzen van het gebied.

Vorenstaande bepaling is eveneens van toepassing op de aanlegplannen van wijken bestemd voor de gegroepeerde bouw van volkswoningen of kleine landeigendommen.

Art. 18. De Minister kan eisen dat een hem ter koninklijke goedkeuring toegezonden rooiplan door een bijzonder plan van aanleg wordt vervangen. In dat geval kan worden volstaan met op dit plan de bestaande toestand, de nieuwe rooilijnen, de te verrichten herkavelingen en geheel of gedeeltelijk de *sub* 4° van artikel 16 bedoelde voorschriften aan te geven.

Art. 19. De Koning stelt voor elk van de agglomeraties Brussel, Antwerpen, Luik, Gent en Charleroi, met omschrijving van hun gebied, voor elke vereniging van gemeenten opgericht krachtens artikel 14, vierde lid, en voor elke gemeente met 10 000 inwoners en meer, die niet in de gezegde agglomeraties of verenigingen is begrepen, een Commissie van advies in, die benevens de voorzitter, ten minste 10 en ten hoogste 20 leden telt, gekozen uit personen die tot de openbare en de private sector behoren. Iedere commissie kan zich in secties splitsen; zij kan met goedkeuring van de Koning een deel van haar bevoegdheid aan deze secties overdragen.

De Koning benoemt de voorzitter en de leden van die Commissies op een dubbele lijst van kandidaten, voorgedragen door de in artikel 7 bedoelde Regionale Commissie van advies.

In iedere Commissie heeft een door de Minister aangewezen ambtenaar van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening zitting met adviserende stem.

De Minister stelt voor de Commissies één enkel reglement van orde vast.

Voor de gemeenten die niet onder het eerste lid van dit artikel vallen, oefent de Regionale Commissie van advies de taak uit die door deze wet wordt opgedragen aan de Commissie van advies.

Hetzelfde geldt voor de in het eerste lid bedoelde gemeenten zolang hiervoor geen Commissie van advies is ingesteld.

Art. 20. De personen die zijn aangewezen voor het opmaken van de plannen van aanleg, houden door bemiddeling van het schepencollege de Commissie van advies op de hoogte van de voorstudie en delen haar alle voorontwerp- of ontwerpplannen mede.

Deze Commissie kan te allen tijde de opmerkingen maken of de suggesties voordragen die zij nuttig acht.

Het schepencollege kan insgelijks aan die Commissie alle om het even welke problemen van esthetische aard onderwerpen.

Art. 21. De gemeenteraad wijst met goedkeuring van de Minister of zijn gemachtigde de natuurlijke dan wel privaot- of publiekrechtelijke personen aan, die hij met het opmaken van de ontwerpplannen van aanleg belast.

Na voorlopige aanneming van het ontwerp-plan door de gemeenteraad, onderwerpt het schepencollege het aan een openbaar onderzoek zowel door aanplakking als door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en in drie bladen van het Rijk, waarvan één dat verschijnt in de hoofdplaats van de provincie.

Vervolgens wordt het ontwerp-plan in het gemeentehuis ter inzage gelegd gedurende een termijn van dertig dagen, waarvan het begin en het einde in de aankondiging worden aangegeven.

Les réclamations et observations sont, avant la fin du délai, adressées par écrit au collège échevinal et annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête. Celui-ci est dressé par le collège dans les huit jours de l'expiration du délai.

Le projet de plan est, avec les réclamations, les observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête, soumis à la Commission consultative compétente; celle-ci émet son avis dans les soixante jours de la réception du dossier, faute de quoi cet avis est réputé favorable.

Dans les soixante jours qui suivent, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête; il peut soit adopter définitivement le plan, soit décider de modifier celui-ci; dans ce dernier cas, il est procédé à une nouvelle enquête dans les formes et délais prévus au présent article.

Art. 22. Lorsque plusieurs communes ont été autorisées par le Roi à s'associer en vue de dresser un plan général commun, le conseil d'administration de l'association intercommunale désigne, moyennant approbation du Ministre ou de son délégué, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration des plans d'aménagement.

Le projet de plan est, en ce qui concerne le territoire de chacune des communes, adopté provisoirement par le conseil communal intéressé, soumis à l'enquête publique et adopté définitivement ou modifié dans les formes et délais prévus à l'article 21.

Art. 23. Le plan, accompagné des délibérations du ou des conseils communaux, des procès-verbaux d'enquête et des réclamations et observations, ainsi que des avis de la commission consultative, est soumis à l'avis de la Députation permanente. Faute par celle-ci de s'être prononcée dans le délai de trente jours, cet avis est réputé favorable.

Le plan est approuvé par le Roi. Celui-ci peut subordonner son approbation à la production d'un plan d'expropriation.

Au cas où l'approbation du plan est refusée, l'arrêté royal est motivé.

Le Roi accorde l'approbation sollicitée dans un délai de six mois prenant cours du jour où le dossier lui a été transmis. Ce délai peut être prorogé de six mois en six mois par arrêté royal motivé.

Le plan entre en vigueur quinze jours après la publication par extrait au *Moniteur belge* de l'arrêté royal d'approbation. Dans le même délai, une expédition du plan est transmise par le Gouverneur à la commune ou aux communes, éventuellement à l'association intercommunale intéressée.

Le public est admis à prendre connaissance de celui-ci à la maison communale. Il en est informé suivant les modes prévus au premier alinéa de l'article 102 de la loi communale.

Art. 24. A défaut par la commune ou l'association intercommunale de satisfaire dans les délais fixés par le Roi à l'obligation d'adopter les plans généraux ou particuliers visés à l'article 14, ainsi qu'en cas d'improbation totale des plans soumis à son approbation, le Roi peut se substituer à la commune ou à l'association intercommunale pour l'adoption de ces plans. Dans ce cas, le Ministre désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qu'il charge de l'élaboration de ces plans.

Les projets de plan sont soumis, par l'entremise et aux frais de la commune, et sans l'intervention du ou des conseils communaux, à une enquête unique, dans les formes et délais prescrits par l'article 21.

Les avis de la Commission consultative compétente et de la Députation permanente prévus dans le présent chapitre sont sollicités par le Ministre.

CHAPITRE V. — Des expropriations et indemnités.

Art. 25. Toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation des prescriptions des plans d'aménagement régionaux, de secteur ou communaux, peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Peuvent agir comme pouvoir expropriant : l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics et tous les organismes habilités par la loi à exproprier pour cause d'utilité publique.

Lorsque l'expropriation envisagée a pour but de réaliser l'aménagement d'une partie du territoire destinée au lotissement en vue de la construction d'immeubles à usage d'habitations ou de commerce, le propriétaire ou les propriétaires possédant en superficie plus de la moitié des terrains repris dans ce territoire, sont en droit de

De bezwaren en opmerkingen worden vóór het einde van de termijn schriftelijk aan het schepencollege ter kennis gebracht en bij het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek gevoegd. Dit proces-verbaal wordt door het college opgemaakt binnen acht dagen na afloop van de termijn.

Het ontwerp-plan wordt samen met de bezwaren, de opmerkingen en het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek voorgelegd aan de bevoegde Commissie van advies; deze geeft haar advies binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier, bij gebreke waarvan haar advies geacht wordt gunstig te zijn.

Binnen de zestig daaropvolgende dagen neemt de gemeenteraad kennis van de uitslag van het onderzoek; hij kan het plan definitief aannemen dan wel beslissen het te wijzigen; in het laatste geval wordt een nieuw onderzoek gehouden in de vorm en binnen de termijnen, bepaald in dit artikel.

Art. 22. Wanneer de Koning verscheidene gemeenten heeft gemachtigd zich te verenigen om een gemeenschappelijk algemeen plan op te maken, wijst de raad van beheer van de vereniging van gemeenten, met goedkeuring van de Minister of zijn gemachtigde de natuurlijke dan wel privaaf- of publiekrechtelijke personen aan, die hij met het opmaken van de plannen van aanleg belast.

Het ontwerp-plan wordt, wat het grondgebied van iedere gemeente betreft, door de betrokken gemeenteraad voorlopig aangenomen, aan het openbaar onderzoek onderworpen en definitief aangenomen of gewijzigd in de vorm en binnen de termijnen, bepaald in artikel 21.

Art. 23. Het plan wordt, samen met de besluiten van de gemeenteraad of de gemeenteraden, de processen-verbaal van onderzoek, de bezwaren en opmerkingen en de adviezen van de Commissie van advies, aan het advies van de Bestendige Deputatie onderworpen. Zo de Deputatie binnen dertig dagen geen uitspraak doet, wordt haar advies geacht gunstig te zijn.

Het plan wordt goedgekeurd door de Koning. Deze kan zijn goedkeuring afhankelijk stellen van het overleggen van een onteigeningsplan.

Wanneer aan het plan goedkeuring wordt onthouden, is het koninklijk besluit met redenen omkleed.

De Koning verleent de gevraagde goedkeuring binnen zes maanden, te rekenen van de dag waarop het dossier hem is toegezonden. Die termijn kan bij een met redenen omkleed koninklijk besluit telkens met zes maanden worden verlengd.

Het plan treedt in werking vijftien dagen na de bekendmaking van het koninklijk besluit tot goedkeuring bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*. Binnen dezelfde termijn zendt de Gouverneur een afdruk van het plan aan de gemeente of gemeenten, eventueel aan de betrokken vereniging van gemeenten.

Het plan ligt voor een ieder ter inzage in het gemeentehuis. Dit wordt ter algemene kennis gebracht op de wijze bepaald in artikel 102, eerste lid, van de gemeentewet.

Art. 24. Indien de gemeente of de vereniging van gemeenten de verplichting tot aanneming van de in artikel 14 bedoelde algemene en bijzondere plannen niet nakomt binnen de termijnen die de Koning heeft bepaald, of indien de Koning aan de hem voorgelegde plannen algehele goedkeuring onthoudt, kan hij voor de aanneming van die plannen in de plaats van de gemeente of de vereniging van gemeenten treden. In dat geval wijst de Minister de natuurlijke dan wel de privaaf- of publiekrechtelijke personen aan, die hij niet het opmaken van die plannen belast.

Het ontwerp-plan of de ontwerp-plannen worden door bemiddeling en op kosten van de gemeente en zonder tussenkomst van de gemeenteraad of de gemeenteraden, aan één enkel onderzoek onderworpen, in de vorm en binnen de termijnen bepaald in artikel 21.

De in dit hoofdstuk voorgeschreven adviezen van de Bevoegde Commissie van advies en van de Bestendige Deputatie worden gevraagd door de Minister.

HOOFDSTUK V. — Onteigening en vergoeding.

Art. 25. De verkrijging van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van de voorschriften der streek-, gewest- en gemeentepannen kan steeds plaats hebben door onteigening ten algemene nutte.

Als onteigenende instanties kunnen optreden het Rijk, de provincies, de gemeenten, de openbare instellingen en alle lichamen, bij de wet bevoegd verklaard om ten algemene nutte te onteigenen.

Wanneer de voorgenomen onteigening de ordening tot doel heeft van een gedeelte van het grondgebied dat bestemd is om verkaveld te worden met het oog op het oprichten van gebouwen voor huisvestings- of handelsdoeleinden, kan of kunnen de eigenaar of eigenaars die meer dan de halve oppervlakte van de in dat gebied

demander à être chargés dans les délais et conditions fixés par le pouvoir expropriant et pour autant qu'ils justifient des ressources nécessaires, de l'exécution des travaux que postule cet aménagement, ainsi que des opérations de relotissement et de remembrement.

Cette demande doit, à peine de forclusion, être introduite dans les trois mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal approuvant le plan d'expropriation.

Lorsque l'expropriation a pour but d'organiser l'aménagement d'une partie du territoire affecté à une destination spéciale en vertu du 2° des articles 15 et 16 de la présente loi, le ou les propriétaires peuvent dans les conditions fixées ci-avant, demander à être chargés de l'exécution des travaux d'aménagement.

Dans les cas prévus aux alinéas précédents, le pouvoir expropriant, à la demande des personnes chargées de l'aménagement de la zone, expropriera les immeubles nécessaires à cette fin, lorsque leur acquisition à l'amiable se sera révélée impossible.

Art. 26. Pour procéder aux expropriations nécessaires à la réalisation d'un plan d'aménagement, le pouvoir expropriant doit être en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Roi et s'appliquant à tout ou partie du territoire figuré au plan d'aménagement. L'arrêté royal peut concerner simultanément le plan d'aménagement et le plan d'expropriation qui s'y rapporte.

Art. 27. Le plan d'expropriation doit indiquer le périmètre des immeubles à exproprier, isolés ou groupés en zones, avec mention, d'après le cadastre, de la section, des numéros, de la contenance et de la nature des parcelles, ainsi que du nom des propriétaires. Il doit également indiquer le ou les pouvoirs expropriants.

En ce qui concerne les travaux et opérations immobilières à réaliser, il peut se borner à reproduire les dispositions du plan d'aménagement.

Art. 28. Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps que le plan d'aménagement, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'établissement du plan d'aménagement. En outre, les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier sont avertis individuellement, par écrit et à domicile, du dépôt du projet à la maison communale, prévu aux articles 9 et 21 de la présente loi.

Lorsque le plan d'expropriation est dressé postérieurement au plan d'aménagement, il est soumis à enquête dans les formes et délais prévus aux articles 3 à 6 de la loi du 27 mai 1870.

Si l'expropriation est décidée par un autre pouvoir, établissement public ou organisme, que la commune où sont situés les biens, les frais de l'enquête publique faite par la commune sont à la charge de l'expropriant.

Art. 29. Tout plan d'expropriation dressé en exécution de la présente loi est soumis, avant la décision royale, à l'avis d'une Commission composée de trois experts nommés par le Roi pour un terme de trois ans, d'un représentant du Ministre des Travaux publics et d'un représentant du Ministre des Finances.

Art. 30. Lorsque l'expropriant est en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Roi en exécution de la présente loi, il est dispensé de l'accomplissement des formalités administratives prescrites par toutes autres dispositions légales sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 31. Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou moins-value qui résulte des prescriptions du plan d'aménagement régional, de secteur ou communal, ni de l'augmentation de valeur acquise par ce bien en suite de travaux ou modifications effectuées en contravention aux prescriptions de l'un de ces plans d'aménagement, si ces travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique relative au plan.

Art. 32. Des expropriations décrétées successivement en vue de la réalisation du plan régional, de secteur ou communal d'aménagement, même révisé en exécution du chapitre VII, sont, pour l'appréciation de la valeur des biens à exproprier, considérées comme formant un tout à la date du premier décret d'expropriation.

Art. 33. A la demande du pouvoir expropriant, les comités d'acquisitions d'immeubles institués auprès du Ministère des Finances sont chargés de toutes les acquisitions et expropriations d'immeubles à

begrepen gronden bezitten, vragen om, binnen de termijnen en onder de voorwaarden die de overheid heeft bepaald en voor zover zij blijk geven de nodige middelen te bezitten, belast te worden met de uitvoering van de voor die ordening vereiste werken alsmede met de herverkavelings- en ruilverkavelingsverrichtingen.

Deze aanvraag moet, op straffe van verval, worden ingediend binnen drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit tot goedkeuring van het onteigeningsplan.

Wanneer de onteigening de ordening tot doel heeft van een gedeelte van het grondgebied dat krachtens 2° van de artikelen 15 en 16 van deze wet een bijzondere bestemming heeft gekregen, kan de eigenaar of kunnen de eigenaars onder de hierboven bepaalde voorwaarden vragen om met de uitvoering van de ordeningswerken te worden belast.

In gevallen als bepaald in de vorige leden zal de onteigenende overheid, op verzoek van de personen die met de ordening van de strook zijn belast, de daartoe vereiste onroerende goederen onteigenen, wanneer de onderhandse verkrijging daarvan onmogelijk is gebleken.

Art. 26. Om de nodige onteigeningen voor de uitvoering van een plan van aanleg te verrichten, moet de onteigenende instantie in het bezit zijn van een door de Koning goedgekeurd onteigeningsplan dat geheel of gedeeltelijk toepasselijk is op het in het plan van aanleg afgebeelde grondgebied. Het koninklijk besluit kan tegelijk op het plan van aanleg en op het desbetreffende onteigeningsplan betrekking hebben.

Art. 27. Het onteigeningsplan moet aangeven de omtrek van de te onteigenen percelen, afzonderlijk of tot stroken samengevoegd, met kadastrale vermelding van de sectie, de nummers, de grootte en de aard der percelen, evenals van de naam der eigenaars.

Het moet eveneens de onteigenende instantie of instanties vermelden.

Ter zake van de uit te voeren werken en onroerende verrichtingen, kan met het overnemen van de voorschriften van het plan van aanleg worden volstaan.

Art. 28. Wanneer het onteigeningsplan en het plan van aanleg terzelfder tijd worden opgemaakt, worden beide samen onderworpen aan de formaliteiten bepaald voor het opmaken van het plan van aanleg. De eigenaars van de goederen, gelegen binnen de omtrek van de te onteigenen percelen, worden bovendien persoonlijk, schriftelijk en in hun woonplaats in kennis gesteld dat het plan in het gemeentehuis ter inzage ligt, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 9 en 21 van deze wet.

Wordt het onteigeningsplan na het plan van aanleg opgemaakt, dan wordt het aan een onderzoek onderworpen in de vorm en binnen de termijnen bepaald in de artikelen 3 tot 6 van de wet van 27 mei 1870.

Wordt tot de onteigening besloten door een andere instantie, openbare instelling of lichaam dan de gemeente waar de goederen gelegen zijn, dan komen de kosten van het door de gemeente gedane openbaar onderzoek voor rekening van de onteigenaar.

Art. 29. Elk onteigeningsplan dat ter uitvoering van deze wet is opgemaakt, wordt, vóór de beslissing van de Koning, onderworpen aan het advies van een Commissie, bestaande uit drie deskundigen door de Koning benoemd voor een termijn van drie jaar, een vertegenwoordiger van de Minister van Openbare Werken en een vertegenwoordiger van de Minister van Financiën.

Art. 30. Wanneer de onteigenaar in het bezit is van een onteigeningsplan, door de Koning goedgekeurd ter uitvoering van deze wet, is hij ontheven van de administratieve formaliteiten welke door alle andere wettelijke bepalingen op de onteigeningen ten algemene nutte zijn voorgeschreven.

Art. 31. Bij het bepalen van de waarde van het onteigende perceel wordt geen rekening gehouden met de waardevermeerdering of -vermindering die voortvloeit uit de voorschriften van het streek-, gewest- of gemeentelijk plan van aanleg, noch met de waardevermeerdering die het goed heeft verkregen door werken of veranderingen uitgevoerd met overtreding van de voorschriften van een dier plannen van aanleg, indien de werken na de sluiting van het openbaar onderzoek aangaande het plan zijn uitgevoerd.

Art. 32. Onteigeningen die achtereenvolgens worden verorden ter uitvoering van het streek-, gewest- of gemeentelijk plan van aanleg, zelfs indien dit herzien is ter uitvoering van hoofdstuk VI worden voor de waardering van de te onteigenen goederen geacht een geheel te vormen op de dag van het eerste onteigeningsbesluit.

Art. 33. Op verzoek van de onteigenende instantie worden d'aankoopcomités van onroerende goederen ingesteld bij het Ministerie van Financiën, belast met het doen van alle aankopen en onteigeningen.

effectuer pour l'exécution des plans d'aménagement, de même que de la conclusion de tous accords destinés à réaliser le remembrement ou le relotissement de biens-fonds. Quel que soit le pouvoir expropriant, lesdits comités ainsi que les receveurs des Domaines ont qualité pour procéder, sans formalités spéciales à la vente publique ou de gré à gré des immeubles acquis ou expropriés en vertu des plans d'aménagement. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter en justice le pouvoir ou l'organisme expropriant.

Art. 34. Les expropriations dont il est question au présent chapitre sont poursuivies en appliquant la procédure judiciaire instaurée par la loi du 17 avril 1835, modifiée par celles du 27 mai 1870 et du 9 septembre 1907, ou par celle du 10 mai 1926.

Cependant, quand il est indispensable de prendre immédiatement possession d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles, le Roi le constate dans l'arrêté donnant force obligatoire au plan d'expropriation, ou dans un arrêté séparé. Il est fait alors application de la procédure instaurée par les articles 2 à 13 de l'arrêté-loi du 3 février 1947 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 35. Lorsque, dans le délai de dix ans à partir de la mise en vigueur d'un plan d'aménagement, les acquisitions d'immeubles visées à l'article 25 n'ont pas été réalisées ou que la procédure en expropriation n'a pas été entamée, le propriétaire peut, par lettre recommandée à la poste, inviter l'autorité compétente à renoncer à l'expropriation de son bien.

Si cette autorité est autre que l'Etat, information de cette mise en demeure est, par lettre recommandée à la poste, donnée au Ministre ou aux fonctionnaires délégués par lui pour l'exécution de la présente loi.

Lorsque antérieurement à l'entrée en vigueur d'un plan d'aménagement, le permis de bâtir ou de lotir est refusé afin de ne pas compromettre l'aménagement futur, le délai de dix ans court de la notification du refus du permis.

Pour les plans d'aménagement approuvés en exécution de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, les délais susvisés seront, le cas échéant, prorogés de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Si l'autorité compétente ne s'est pas prononcée dans le délai d'un an à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée, le propriétaire pourra obtenir une indemnité dans les limites prévues à l'article 37.

Art. 36. Les dispositions des articles 26 à 34 s'appliquent aux acquisitions d'immeubles nécessaires à l'exécution des plans d'alignement.

Cependant l'arrêté royal peut décider que le plan approuvé ne pourra être réalisé qu'au fur et à mesure de l'introduction des demandes de bâtir ou de lotir; dans ce cas, les dispositions de l'article précédent ne seront pas d'application.

Art. 37. Il y a lieu à indemnité à charge, suivant le cas, de l'Etat, de l'association intercommunale ou de la commune, lorsque l'interdiction de bâtir ou de lotir résultant d'un plan revêtu de la force obligatoire met fin à l'usage auquel un bien est affecté ou normalement destiné au jour de la désignation de l'auteur du projet dudit plan.

Toutefois, la diminution de la valeur du bien résultant de l'interdiction de bâtir ou de lotir doit être subie sans indemnité jusqu'à concurrence de vingt pour cent de cette valeur.

Aucune indemnité n'est due dans les cas suivants :

1° interdiction de bâtir ou de lotir résultant d'une prévision d'expropriation du bien; ce, sous réserve de l'application de l'article 35;

2° interdiction de couvrir une parcelle de constructions au-delà de ce qui est permis par le plan ou de dépasser dans un lotissement la densité d'occupation fixée par le plan;

3° interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, insalubres et incommodes au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;

4° interdiction de bâtir sur un terrain ne possédant pas les dimensions minima fixées par le plan d'aménagement;

5° interdiction de lotir un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée compte tenu de la situation des lieux, ou d'y bâtir;

6° interdiction de bâtir ou de lotir en dehors des agglomérations en raison des nécessités impérieuses résultant de la sécurité de la circulation.

ningen van percelen ter uitvoering van de plannen van aanleg, evenals met het sluiten van alle overeenkomsten voor de ruilverkaveling of de herverkaveling van grondeigendommen. Die comités, alsmede de ontvangers van de Domeinen zijn, ongeacht de onteigenende instanties, bevoegd om de krachtens de plannen van aanleg aangekochte of onteigende percelen zonder bijzondere formaliteiten openbaar of onderhands te verkopen. Van de in dit lid bedoelde akten kunnen grossen worden afgegeven.

De voorzitters van de aankoopcomités zijn bevoegd om de onteigenende instantie of instelling in rechte te vertegenwoordigen.

Art. 34. De in dit hoofdstuk bedoelde onteigeningen zullen worden gevorderd met toepassing van de rechtspleging, ingesteld bij de wet van 17 april 1835, gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1870 en 9 september 1907, of bij de wet van 10 mei 1926.

Wanneer het echter volstrekt noodzakelijk is onmiddellijk bezit te nemen van een perceel of van een groep percelen, stelt de Koning dit vast in het besluit dat aan het onteigeningsplan bindende kracht verleent, of in een afzonderlijk besluit. In dat geval wordt de rechtspleging toegepast, ingesteld bij de artikelen 2 tot 13 van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende instelling van de rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte.

Art. 35. Wanneer binnen een termijn van tien jaren, te rekenen van de inwerkingtreding van een plan van aanleg, de bij artikel 25 bedoelde percelen niet zijn aangekocht of de onteigeningsprocedure niet is begonnen, kan de eigenaar bij een ter post aangetekende brief de bevoegde instantie verzoeken van de onteigening van zijn goed af te zien.

Is die instantie niet het Rijk, dan wordt van die aanmaning bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven aan de Minister of aan de ambtenaren die door hem zijn gemachtigd tot de uitvoering van deze wet.

Wanneer de bouw- of verkavelingsvergunning vóór de inwerkingtreding van een plan van aanleg is geweigerd om de toekomstige aanleg niet in het gedrang te brengen, loopt de termijn van tien jaren vanaf de kennisgeving van de weigering van de vergunning.

Voor de plannen van aanleg, goedgekeurd ter uitvoering van de besluitwet van 2 december 1946, zullen de voornoemde termijnen in voorkomend geval worden verlengd met vijf jaren, te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet.

Indien de bevoegde overheid zich niet heeft uitgesproken binnen een jaar, te rekenen van de datum van verzending van de aangetekende brief, kan de eigenaar schadevergoeding verkrijgen binnen de bij artikel 37 gestelde perken.

Art. 36. De bepalingen van de artikelen 26 tot 34 zijn toepasselijk op de aankopen van percelen, nodig voor de uitvoering van de rooiplannen.

Het koninklijk besluit kan evenwel bepalen dat het goedgekeurde plan slechts zal mogen worden verwezenlijkt naarmate de bouw- of verkavelingsvergunningen worden ingediend; in dat geval zijn de bepalingen van het voorgaande artikel niet toepasselijk.

Art. 37. Schadevergoeding is al naar het geval verschuldigd door het Rijk, de vereniging van gemeenten of de gemeente, wanneer het bouw- of verkavelingsverbod, volgend uit een plan dat bindende kracht heeft verkregen, een einde maakt aan het gebruik waarvoor een goed dient of normaal bestemd is op de dag van de aanwijzing van de ontwerper van dat plan.

De waardevermindering van het goed, volgend uit het bouw- of verkavelingsverbod, moet evenwel zonder vergoeding gedooft worden ten belope van twintig ten honderd van die waarde.

Er is geen vergoeding verschuldigd in de volgende gevallen :

1° verbod te bouwen of te verkavelen als gevolg van een in uitzicht gestelde onteigening van het goed; zulks, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 35;

2° verbod een grotere oppervlakte van een perceel te bebouwen dan het plan van aanleg toelaat, of bij een verkaveling de door het plan bepaalde bebouwingsdichtheid te overschrijden;

3° verbod de exploitatie van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven voort te zetten na het verstrijken van de tijd waarvoor vergunning was verleend;

4° verbod te bouwen op een stuk grond dat de minimum afmetingen, vastgesteld bij het plan van aanleg, niet heeft;

5° verbod om een stuk grond, gelegen aan een weg die gelet op de plaatselijke toestand onvoldoende is uitgerust, te verkavelen of te bebouwen;

6° verbod te bouwen of te verkavelen buiten de bebouwde kernen, wegens de dwingende eisen van de verkeersveiligheid.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le demandeur est propriétaire dans la même région d'autres biens qui tirent avantage de la mise en vigueur d'un plan d'aménagement ou des travaux exécutés aux frais des pouvoirs publics.

Art. 38. Les demandes d'indemnités sont, quel qu'en soit le montant, de la compétence des tribunaux de première instance; tous les jugements, autres que préparatoires, rendus à ce sujet sont susceptibles d'appel.

Les actions sont prescrites un an après le jour où le refus du permis de bâtir ou de lotir motivé par l'interdiction contenue dans un plan d'aménagement est devenu définitif. Si aucun permis n'est sollicité, le délai est de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du plan. Ce délai est porté à quinze ans pour l'action en indemnité prévue au dernier alinéa de l'article 35.

CHAPITRE VI. — Du remembrement et du relotissement.

Art. 39. En cas de remembrement ou de relotissement, l'immeuble remembré ou le lot nouveau est substitué réellement à l'immeuble ancien. Moyennant l'accomplissement des formalités de publicité ci-dessous prévues et sous réserve des modifications résultant des accords particuliers :

1° les privilèges et hypothèques et tous droits réels, à l'exception des servitudes, grevant le bien ancien, les causes d'annulation, de révocation ou de résolution qui affectaient le titre du propriétaire dudit bien, ainsi que les actions de toute nature exercées relativement à ce bien sont de plein droit reportés sur l'ensemble du bien remembré, y compris les parties nouvelles qui y sont incorporées, ou sur le lot nouveau substitué à l'immeuble ancien, de même que, le cas échéant, sur le prix, la soulte ou le solde des soultes pouvant revenir au propriétaire de l'immeuble ancien ensuite de l'opération de remembrement ou de relotissement envisagée dans son ensemble;

2° l'immeuble ou les parties d'immeubles qui passent, en vertu du remembrement ou du relotissement, dans le patrimoine d'un ou de plusieurs autres propriétaires entrent dans ce patrimoine purgés de tous les droits, causes d'annulation, de révocation ou de résolution et actions ci-dessus visés.

Le débiteur est valablement libéré par le versement du prix ou de la soulte à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Art. 40. En cas d'annulation, de révocation ou de résolution, le report d'office a lieu sans préjudice du règlement d'indemnité à intervenir entre parties toutes les fois que le bien remembré ou le lot nouveau aura une valeur supérieure à celle de l'immeuble ancien.

Art. 41. Les effets du remembrement, tels qu'ils sont prévus à l'article 39, ne sont opposables aux tiers qu'à compter de la transcription, au bureau des hypothèques de la situation des biens, de l'acte constatant le remembrement ou le relotissement, et, de plus, en ce qui concerne le report ou l'extinction des privilèges et hypothèques, à compter du jour où l'inscription relative à ces droits aura reçu en marge mention de l'accord intervenu.

Cet émargement sera opéré à la requête du comité d'acquisition ou du pouvoir expropriant sur production de l'acte de remembrement ou de relotissement et d'un bordereau en double exemplaire contenant, outre l'indication des inscriptions à émarger :

1° les nom, prénoms, profession et domicile des parties ainsi que du créancier;

2° les actes en vertu desquels a lieu le report des privilèges ou des hypothèques;

3° la description nouvelle de l'immeuble remembré ou reloti;

4° les indications prescrites par l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Le conservateur remet au requérant l'acte et l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir opéré la mention.

Si l'Etat prend les opérations immobilières à son compte il supporte le coût des formalités hypothécaires à l'égard des droits grevant les immeubles remembrés ou relotis.

Art. 42. Le droit de bail relatif à des immeubles remembrés ou relotis, exception faite du bail à ferme qui reste régi par les dispositions de la loi du 7 juillet 1951 sur le bail à ferme, ainsi que de la loi du 25 juin 1956 sur le remembrement légal des biens ruraux, est reporté sur le lot nouveau attribué au bailleur, sauf diminution ou augmentation du prix du bail et à moins que le locataire n'opte pour la résiliation.

De vergoeding wordt verminderd of geweigerd indien en voor vaststaat dat de eiser in dezelfde streek andere goederen bezit, die voordeel halen uit de inwerkingtreding van een plan van aanleg of uit werken, uitgevoerd op kosten van de openbare besturen.

Art. 38. De vorderingen tot betaling van vergoedingen, ongeacht het bedrag ervan, behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg; alle op dat stuk gewezen vonnissen, behalve de voorbereidende, zijn vatbaar voor hoger beroep.

De vorderingen vervallen één jaar na de dag waarop de weigering van de bouw- of verkavelingsvergunning, gegrond op het verbod dat in een plan van aanleg is vervat, definitief is geworden. Indien geen vergunning wordt aangevraagd, is de termijn tien jaren te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het plan. Deze termijn wordt op vijftien jaren gesteld voor vorderingen tot vergoeding als bedoeld in het laatste lid van artikel 35.

HOOFDSTUK VI. — Ruilverkaveling en herverkaveling.

Art. 39. Bij ruilverkaveling of herverkaveling treedt het ruilverkavel perceel of de nieuwe kavel werkelijk in de plaats van het vorige perceel. Mits de hierna voorgeschreven formaliteiten van openbaarmaking vervuld worden en onder voorbehoud van de uit bijzondere overeenkomsten voortvloeiende wijzigingen :

1° gaan de voorrechten en hypotheken en alle zakelijke rechten, erfdiensbaarheden uitgezonderd, die het vorige goed bezwaarden, de oorzaken van vernietiging, herroeping of ontbinding van de titel van de eigenaar van gezegd goed, alsmede de rechtsvorderingen van alle aard betreffende dat goed, van rechtswege over op het ruilverkavel goed in zijn geheel, met inbegrip van de erbij gevoegde nieuwe delen, of op de nieuwe kavel die in de plaats treedt van het vorige perceel alsook in voorkomend geval op de prijs, de toegang of het saldo van de toegiften die aan de eigenaar van het vorig perceel mochten toekomen ten gevolge van de ruilverkaveling of herverkaveling als geheel genomen;

2° worden het perceel of de perceelsgedeelten die krachtens de ruilverkaveling of de herverkaveling in het vermogen komen van een of meer andere eigenaars, vrij van alle hierboven bedoelde rechten, oorzaken van vernietiging, herroeping of ontbinding en rechtsveranderingen in dat vermogen opgenomen.

De overbedeelde kwijt zich op geldige wijze door de prijs of de toegift in de Deposito- en Consignatiekas te storten.

Art. 40. In geval van vernietiging, herroeping of ontbinding heeft de overdracht van ambtswege plaats onverminderd de vergoedingsregeling die tussen partijen moet worden getroffen telkens als het ruilverkavel perceel of de nieuwe kavel meer waard is dan het vorige perceel.

Art. 41. De gevolgen van de ruilverkaveling, zoals deze in artikel 39 zijn omschreven, kunnen aan derden niet worden tegengeworpen dan nadat de akte tot vaststelling van de ruilverkaveling of herverkaveling op het hypotheekantoor van de goederen is overgeschreven, en bovendien, wat de overdracht of het teniet gaan van de voorrechten en hypotheken betreft, niet dan vanaf de dag dat op de kant van de inschrijving betreffende die rechten melding is gemaakt van de tot stand gekomen overeenkomst.

Die kanttkening geschiedt op verzoek van het aankoopcomité of de onteigenende instantie, tegen overlegging van de akte van ruil- of herverkaveling en van een borderel in tweevoud, dat benevens de op de kant te maken aantekeningen nog vermeldt :

1° de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van partijen, alsmede van de schuldeiser;

2° de akten krachtens welke de voorrechten of hypotheken worden overgedragen;

3° de nieuwe beschrijving van het ruilverkavel of herverkavel perceel;

4° de aanwijzingen voorgeschreven in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913.

De bewaarder overhandigt aan de verzoeker de akte en een van de borderellen, waarop hij onderaan verklaart de melding te hebben gemaakt.

Indien het Rijk de onroerende verrichtingen voor eigen rekening neemt, draagt het de kosten van de hypotheekformaliteiten ten aanzien van de rechten die ruilverkavelde percelen bezwaren.

Art. 42. Het recht van huur betreffende ruilverkavelde of herverkavelde percelen, met uitzondering van de landpacht, die onderworpen blijft aan de bepalingen van de wet van 7 juli 1951 betreffende de landpacht, evenals van de wet van 25 juni 1956 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet gaat over op de nieuwe kavel die aan de verhuurder is toebedeeld, behoudens verlagings of verhoging van de huurprijs en tenzij de huurder de huur-overeenkomst wenst op te zeggen.

CHAPITRE VII. — *De la revision des plans.*

Art. 43. Le Roi peut décider la révision de tout ou partie d'un plan d'aménagement régional, de secteur ou communal, soit d'initiative par arrêt motivé, soit à la demande d'une commune intéressée.

En ce qui concerne toutefois les plans d'aménagement communaux, leur révision ne sera décrétée par le Roi de son initiative que lorsqu'ils ne sont plus conformes à un plan régional, approuvé ou à un plan de secteur ou qu'ils s'opposent à l'exécution de travaux d'intérêt national.

Les dispositions réglant l'établissement des plans d'aménagement sont applicables à leur révision.

TITRE II. — Du permis de bâtir.

CHAPITRE PREMIER. — *De la délivrance du permis.*

Art. 44. Nul ne peut construire, démolir, reconstruire, apporter des transformations à un bâtiment existant, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, déboiser, modifier sensiblement le relief du sol, sans un permis préalable, écrit et exprès du collège des bourgmestres et échevins.

Le même permis est exigé pour l'établissement de dépôts d'au moins dix véhicules usagés ou d'au moins dix tonnes de mitrailles, ainsi que pour l'abattage d'arbres isolés à haute tige, plantés dans les espaces verts prévus par un plan d'aménagement approuvé par arrêté royal, ainsi que de ceux existant dans un bien ayant fait l'objet du permis de lotir prévu par le Titre III.

La décision de refus du permis doit être motivée.

Art. 45. Aussi longtemps qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé l'immeuble, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi, le permis ne peut être délivré que de l'avis conforme du ou des fonctionnaires de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, délégués par le Ministre et désignés plus loin sous le titre de « le fonctionnaire délégué ».

Cet avis peut, moyennant due motivation, conclure au refus du permis. Il peut aussi subordonner la délivrance du permis à des conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux, en s'écartant au besoin de toutes prescriptions réglementaires existantes et notamment de celles découlant de plans d'alignement.

La même procédure est applicable à la délivrance du permis de bâtir relatif aux constructions à ériger dans les limites des plans particuliers prévus à l'article 17.

Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Le refus du permis de bâtir fondé sur le seul motif que la demande est incompatible avec un plan particulier d'aménagement en cours de préparation, devient caduc si ce plan n'acquiert pas force obligatoire dans les trois ans qui suivent le refus du permis. A la demande du requérant, la requête primitive fait l'objet d'une nouvelle décision, qui ne peut plus être fondée sur ledit motif.

Art. 46. S'il existe, pour le territoire où se trouve situé l'immeuble, un plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi, une expédition du permis est transmise avec le dossier au fonctionnaire délégué, qui vérifie si le permis est conforme au plan d'aménagement.

En cas de non-conformité, le fonctionnaire délégué suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur. Lorsque le Roi a décidé la révision du plan particulier, le fonctionnaire délégué peut de même suspendre, si les travaux envisagés sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux. Dans les quarante jours de la notification, le Roi annule, s'il y a lieu. Faute d'annulation dans ce délai, la suspension est levée.

La même procédure est applicable aux demandes de permis de bâtir dans le périmètre d'un lotissement d'ament autorisé.

Art. 47. L'implantation des constructions nouvelles est indiquée sur place par les soins du collège qui se conformera à l'avis éventuellement émis par le fonctionnaire délégué et, en outre, s'il s'agit de construire le long de la grande voirie, aux règlements et avis de l'administration intéressée.

HOOFDSTUK VII. — *Herziening van de plannen.*

Art. 43. De Koning kan, hetzij op eigen initiatief, bij een met redenen omkleed besluit hetzij op verzoek van een betrokken gemeente, beslissen dat een streek-, gewest- of gemeentelijk plan van aanleg geheel of gedeeltelijk wordt herzien.

Inzake de gemeentelijke plannen van aanleg zal de herziening op initiatief van de Koning echter slechts worden bevolen wanneer die plannen niet meer in overeenstemming zijn met een goedgekeurd streekplan of met een gewestplan of wanneer ze de uitvoering van werken van nationaal belang verhinderen.

De bepalingen betreffende het opmaken van de plannen van aanleg zijn mede van toepassing op de herziening van die plannen.

TITEL II. — *Bouwvergunning.*EERSTE HOOFDSTUK. — *Afgifte van de vergunning.*

Art. 44. Niemand mag bouwen, afbreken, herbouwen of verbouwen, instandhoudings- en onderhoudswerken uitgezonderd, ontbossen, het reliëf van de bodem aanmerkelijk wijzigen, zonder voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen.

Een zelfde vergunning is vereist voor het aanleggen van een opslagruimte voor ten minste tien gebruikte voertuigen of ten minste tien ton schroot, alsmede voor het vellen van alleenstaande hoogstammige bomen, geplant binnen de groene ruimten van een bij koninklijk besluit goedgekeurd plan van aanleg, evenals van die welke staan in een goed waarvoor de in Titel III voorgeschreven verkavelingsvergunning is afgegeven.

De beslissing waarbij de vergunning wordt geweigerd, moet met redenen omkleed zijn.

Art. 45. Zolang het bijzonder plan van aanleg van het grondgebied waar het perceel gelegen is, door de Koning niet is goedgekeurd, kan de vergunning niet worden verleend dan op eensluidend advies van de door de Minister gemachtigde ambtenaar of ambtenaren van het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening — verder « de gemachtigde ambtenaar » genoemd.

Dat advies kan, mits behoorlijk met redenen omkleed, tot weigering van de vergunning besluiten. Het kan de afgifte van de vergunning ook afhankelijk stellen van voorwaarden ter waarborging van een behoorlijke plaatselijke aanleg en desnoods afwijken van alle bestaande verordenende voorschriften, inzonderheid van die welke uit rooiplannen voortvloeien.

Deze procedure is eveneens van toepassing op de afgifte van vergunningen voor het oprichten van gebouwen binnen het gebied van de in artikel 17 genoemde bijzondere plannen.

De vergunning moet het beschikkend gedeelte van het advies van de gemachtigde ambtenaar overnemen. De aanvrager is gehouden de in dat advies gestelde voorwaarden in acht te nemen.

Wanneer een bouwvergunning geweigerd wordt om de enige reden dat de aanvraag onverenigbaar is met een in voorbereiding zijnde bijzonder plan van aanleg, vervalt de weigering, indien dit plan geen bindende kracht verkrijgt binnen drie jaren na de weigering van de vergunning. Op verzoek van de aanvrager wordt over de oorspronkelijke aanvraag een nieuwe beslissing genomen, die niet meer op die reden gegrond mag zijn.

Art. 46. Wanneer voor het grondgebied waar het perceel gelegen is, een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat, wordt een afschrift van de vergunning samen met het dossier gezonden aan de gemachtigde ambtenaar, die nagaat of de vergunning overeenstemt met het plan van aanleg.

In geval van niet-overeenstemming schorst de gemachtigde ambtenaar de beslissing van het college en geeft daarvan kennis aan het college en aan de aanvrager. Heeft de Koning beslist het bijzonder plan te herzien, dan kan de gemachtigde ambtenaar insgelijks schorsen, indien de voorgenomen werken een behoorlijke plaatselijke aanleg in het gedrang kunnen brengen. Binnen veertig dagen na de kennisgeving wordt de beslissing zo nodig door de Koning vernietigd. Heeft vernietiging binnen de termijn niet plaats, dan is de schorsing opgeheven.

Dezelfde regels gelden voor de aanvragen om vergunning tot bouwen binnen de omtrek van een behoorlijk vergunde verkaveling.

Art. 47. De plaatsing van de nieuwe gebouwen wordt ter plaatse aangegeven door de zorg van het college, dat zich gedraagt naar het eventuele advies van de gemachtigde ambtenaar en bovendien, zo het een bouwwerk aan een grote weg betreft, naar de verordeningen en adviezen van de betrokken administratie.

Art. 48. Par dérogation à l'article 44, le permis est délivré par le Ministre ou par son délégué, lorsqu'il est sollicité par une autorité administrative ou militaire. Le collège des bourgmestre et échevins émet au préalable son avis dans les trente jours. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable.

Art. 49. Le collège peut soumettre à l'avis des Commissions consultatives visées à l'article 19 toute question d'ordre esthétique soulevée par une demande de permis de bâtir.

Art. 50. Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 45, le permis ne peut être délivré lorsqu'il s'agit de construire ou de reconstruire sur la partie d'un terrain frappée d'alignement, ou lorsqu'il s'agit d'effectuer à un bâtiment frappé d'alignement des travaux autres que de conservation et d'entretien.

Néanmoins, dans ce dernier cas, le permis pourra être délivré s'il résulte des avis exprimés par les autorités compétentes que l'alignement ne pourra être réalisé, au droit du bâtiment considéré, avant au moins cinq ans, à partir de la délivrance du permis. En cas d'expropriation effectuée après l'expiration de ce délai, la plus-value résultant des travaux autorisés n'est pas prise en considération pour le calcul de l'indemnité.

Le permis peut également être refusé s'il s'agit de bâtir sur un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée, compte tenu de la situation des lieux.

Art. 51. Des dérogations aux prescriptions d'un plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi peuvent, sur proposition du collège échevinal et moyennant avis de la Commission consultative visée à l'article 19, être accordées par le Ministre ou par son délégué, uniquement en ce qui concerne les dimensions des bâtiments, leur implantation et le choix des matériaux à employer.

Art. 52. Si, dans l'année de la délivrance du permis, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux, le permis est périmé.

Toutefois, le collège échevinal peut à la demande de l'intéressé, proroger le permis pour une seconde période d'un an.

CHAPITRE II. — De l'introduction et de l'instruction des demandes et des recours.

Art. 53. Sauf lorsqu'il s'agit du cas prévu à l'article 48, la demande est déposée à la maison communale; il en est délivré sur-le-champ avis de réception, si le dossier est complet.

La demande peut également être adressée par pli recommandé à la poste; dans les cinq jours de la réception de cet envoi, la commune adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un avis de réception ou l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet.

Le Ministre détermine les conditions requises pour qu'un dossier soit considéré comme complet.

Art. 54. Notification de la décision du collège octroyant ou refusant le permis, est faite au demandeur, par pli recommandé à la poste, dans les septante-cinq jours de la date de l'avis de réception.

Si, à l'expiration de ce délai, le demandeur n'a reçu ni notification de la décision du collège, ni notification d'une décision de suspension prise par le fonctionnaire délégué, il peut, quinze jours après en avoir, par lettre recommandée à la poste, averti le fonctionnaire délégué, et sauf notification par ce dernier d'une décision de refus, passer outre aux travaux, en se conformant aux indications du dossier déposé par lui.

Le Roi détermine la forme des permis, celle des décisions de refus de permis et des décisions de suspension prises par le fonctionnaire délégué ainsi que les règles nécessaires à l'application des articles 45, 46 et 49.

Art. 55. Le demandeur peut dans les trente jours de la notification de la décision du collège échevinal ou de la décision de refus du fonctionnaire délégué prévue au deuxième alinéa de l'article 54, introduire auprès de la députation permanente un recours contre cette décision.

La décision de la Députation permanente est notifiée au demandeur dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste du pli recommandé contenant le recours.

Art. 48. In afwijking van artikel 44 wordt de vergunning verleend door de Minister of zijn gemachtigde, wanneer ze wordt aangevraagd door een administratieve of militaire overheid. Het college van burgemeester en schepenen brengt vooraf advies uit binnen dertig dagen. Wordt deze termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 49. Het college kan alle vraagstukken van esthetische aard die een aanvraag om een bouwvergunning doet rijzen, aan het advies van de in het artikel 19 bedoelde Commissies van advies onderwerpen.

Art. 50. Onverminderd het bepaalde in het tweede lid van artikel 45, mag de vergunning niet worden verleend, wanneer gevraagd wordt te bouwen of te herbouwen op het gedeelte van een stuk grond dat door een rooilijn is getroffen of andere dan instandhoudings- en onderhoudswerken uit te voeren aan een door een rooilijn getroffen gebouw.

In het laatste geval mag de vergunning niettemin worden afgegeven, indien uit de adviezen van de bevoegde instanties blijkt dat de rooilijn ter plaatse van het gebouw niet vóór ten minste vijf jaar, te rekenen van de afgifte van de vergunning, tot stand zal kunnen worden gebracht. In geval van onteigening na het verstrijken van die termijn, wordt bij het bepalen van de vergoeding geen rekening gehouden met de waardevermeerdering die uit de vergunde werken voortvloeit.

De vergunning kan ook worden geweigerd voor het bouwen op een stuk grond, gelegen aan een weg die, gelet op de plaatselijke toestand, onvoldoende is uitgerust.

Art. 51. Afwijkingen van de voorschriften van een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg kunnen, op voorstel van het schepencollege, en na advies van de in artikel 19 bedoelde Commissie van advies, door de Minister of diens gemachtigde worden toegestaan, enkel wat de afmetingen en de plaatsing van de gebouwen en de keuze van de te verwerken materialen betreft.

Art. 52. Indien de vergunninghouder binnen een jaar na afgifte van de vergunning niet met de werken is begonnen, is de vergunning vervallen.

Op verzoek van de betrokkene kan het schepencollege de vergunning echter met een jaar verlengen.

HOOFDSTUK II. — Indiening en behandeling van de aanvragen en beroepen.

Art. 53. Behoudens in het bij artikel 48 bedoelde geval wordt de aanvraag op het gemeentehuis neergelegd. Indien het dossier volledig is, wordt dadelijk een ontvangstbewijs afgegeven.

De aanvraag kan ook bij ter post aangetekende brief worden gedaan; binnen vijf dagen na ontvangst ervan zendt de gemeente aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven een ontvangstbewijs of deelt zij hem op dezelfde wijze mede dat zijn dossier niet volledig is.

De Minister bepaalt aan welke voorwaarden een dossier moet voldoen om als volledig te worden beschouwd.

Art. 54. Van de beslissing van het college tot verlening of weigering van de vergunning wordt aan de aanvrager bij ter post aangetekende brief kennis gegeven binnen vijftien dagen na de datum van het ontvangstbewijs.

Heeft de aanvrager na verloop van die termijn geen kennisgeving van de beslissing van het college of van een schorsingsbeslissing van de gemachtigde ambtenaar ontvangen, dan mag hij, vijftien dagen na zulks bij ter post aangetekende brief aan de gemachtigde ambtenaar te hebben laten weten, en voor zover deze hem geen weigeringsbeslissing ter kennis brengt, met de werken beginnen mits hij zich gedraagt naar de aanwijzingen van het door hem ingediende dossier.

De Koning bepaalt de vorm van de vergunningen, van de beslissingen tot weigering van de vergunningen en van de schorsingsbeslissingen van de gemachtigde ambtenaar, evenals de regels voor de toepassing van de artikelen 45, 46 en 49.

Art. 55. De aanvrager kan binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van het schepencollege of van de afwijzende beslissing van de gemachtigde ambtenaar, bedoeld in het tweede lid van artikel 54, van die beslissing in beroep komen bij de Bestedige Deputatie.

Van de beslissing van de Bestedige Deputatie wordt aan de aanvrager kennis gegeven binnen zestig dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende brief die het beroep bevat.

Le demandeur peut, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision de la Députation permanente ou, à défaut de cette notification, l'expiration du délai dans lequel elle devait avoir lieu, introduire un recours auprès du Roi.

Si la décision du Roi n'est pas notifiée dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste du pli recommandé contenant le recours, le demandeur peut par lettre recommandée adresser un rappel au Ministre.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de ce rappel, le Roi n'a pas fait connaître sa décision, le demandeur peut, sans autre formalité, passer à l'exécution des travaux en se conformant aux indications du dossier qu'il a déposé.

Les décisions de la Députation permanente et du Roi sont motivées.

Le demandeur ou son conseil sont, s'ils le désirent, entendus par la Députation permanente ou par le Ministre.

TITRE III. — Du permis de lotir.

Art. 56. Nul ne peut volontairement exposer en vente ou vendre une parcelle comprise dans un lotissement destiné à la construction d'habitations, si ce lotissement n'a fait au préalable l'objet d'un permis écrit et exprès du collège des bourgmestre et échevins.

Si le lotissement prévoit l'ouverture de nouvelles rues, le permis ne peut être délivré par le collège qu'après une délibération du conseil communal relative au tracé de ces rues. Cette délibération n'est pas soumise à l'avis de la Députation permanente du conseil provincial et à l'approbation du Roi, prévus à l'article 76 de la loi communale.

Art. 57. Sont applicables au permis de lotir, les dispositions du troisième alinéa de l'article 44, des articles 45, 46, 48, 53, 54 et 55. Le délai prévu à l'alinéa premier de l'article 54 est toutefois doublé.

Le collège peut soumettre la demande de permis à l'avis de la Commission consultative.

Art. 58. Le collège échevinal ou le conseil communal ainsi que, dans le cas prévu à l'article 45, le fonctionnaire délégué, peuvent subordonner la délivrance du permis aux charges qu'ils jugent utiles d'imposer au demandeur, charges comprenant notamment l'exécution à ses frais de tous travaux d'équipement des rues à créer et la réservation de terrains pour des espaces verts, des bâtiments publics et des services publics.

TITRE IV. — Dispositions diverses.

CHAPITRE PREMIER. — Des règlements sur les bâtisses.

Art. 59. Le Roi peut édicter un ou des règlements généraux sur les bâtisses contenant toutes dispositions de nature à assurer la salubrité, la solidité et la beauté des constructions, ainsi que leur protection contre l'incendie.

Ces règlements seront applicables à tout le territoire national, à telle partie du territoire et notamment à telle agglomération qu'ils désignent et dont ils fixent les limites ou encore à telles communes et catégories de communes qu'ils déterminent.

Art. 60. Chacune des communes du Royaume édicte soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Roi un règlement communal sur les bâtisses complétant les prescriptions des règlements généraux.

Dans les mêmes conditions, elles adaptent le règlement communal existant aux prescriptions des plans d'aménagement et des règlements généraux.

Sous réserve de respecter l'article 663 du Code civil, le règlement communal peut également porter sur tout ce qui concerne les clôtures.

Art. 61. Les délibérations des conseils communaux adoptant ou modifiant leurs règlements sur les bâtisses sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Art. 62. Les stipulations des plans d'aménagement abrogent de plein droit, pour le territoire auquel elles se rapportent, les dispositions des règlements communaux qui leur seraient contraires.

Il ne peut être dérogé, dans les règlements nouveaux, aux stipulations des plans d'aménagement ayant force obligatoire.

De aanvrager kan, binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de Bestendige Deputatie of, bij gebreke van die kennisgeving, na het verstrijken van de termijn waarbinnen deze plaats moest hebben, in beroep komen bij de Koning.

Wordt van de beslissing van de Koning geen kennis gegeven binnen zestig dagen na afgifte bij de post van de aangetekende brief die het beroep bevat, dan kan de aanvrager bij aangetekende brief de zaak aan de Minister in herinnering brengen.

Indien de Koning zijn beslissing niet heeft doen kennen bij het verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaande op de datum van deze herinneringsbrief, kan de aanvrager zonder verdere formaliteiten overgaan tot de uitvoering van de werken, met inachtneming van de gegevens van het dossier dat hij heeft ingediend.

De beslissingen van de Bestendige Deputatie en van de Koning zijn met redenen omkleed.

De aanvrager of zijn raadsman worden desgewenst gehoord door de Bestendige Deputatie of door de Minister.

TITEL III. — Verkavelingsvergunning.

Art. 56. Niemand mag een perceel, begrepen in een verkaveling voor woningbouw, vrijwillig te koop stellen of verkopen, tenzij het college van burgemeester en schepenen voor die verkaveling vooral een schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning heeft verleend.

Wanneer een verkaveling de aanleg van nieuwe straten inhoudt, kan het College geen vergunning verlenen dan na een besluit van de gemeenteraad betreffende het tracé van die straten. Dat besluit is niet onderworpen aan het advies van de Bestendige Deputatie van de provinciale raad en de goedkeuring van de Koning, voorgescreven in artikel 76 van de gemeentewet.

Art. 57. De bepalingen van artikel 44, derde lid, alsmede van de artikelen 45, 46, 47, 53, 54 en 55 zijn van toepassing op de verkavelingsvergunning. De termijn gesteld in artikel 54, eerste lid, wordt evenwel verdubbeld.

Het college kan de vergunningaanvraag aan de Commissie van advies voorleggen.

Art. 58. Het schepencollege of de gemeenteraad, alsmede de gemachtigde ambtenaar in het geval van artikel 45, kunnen aan de afgifte van de vergunning de lasten verbinden die zij aan de aanvrager menen te moeten opleggen, met name de uitvoering, op zijn kosten, van alle werken tot uitrusting van de aan te leggen straten en het bestemmen van gronden voor groene ruimten, openbare gebouwen en overheidsdiensten.

TITEL IV. — Bepalingen van verschillende aard.

EERSTE HOOFDSTUK. — Bouwverordeningen.

Art. 59. De Koning kan een of meer algemene bouwverordeningen vaststellen, die alle nodige voorschriften bevatten met het oog op de gezondheid, de stevigheid en de fraaiheid van de bouwwerken en op de beveiliging ervan tegen brand.

Die verordeningen zijn van toepassing op het gehele Rijksgebied, op het gebiedsdeel en met name op de agglomeratie die zij aanwijzen en waarvan zij de grenzen omschrijven, of op de gemeenten en categorieën van gemeenten die zij bepalen.

Art. 60. Elke van de gemeenten van het Koninkrijk vaardigt, hetzij uit eigen beweging, hetzij binnen een haar door de Koning te stellen termijn, een gemeentelijke bouwverordening uit ter aanvulling van de voorschriften van de algemene bouwverordeningen.

Op gelijke wijze passen zij de bestaande gemeentelijke bouwverordening aan de voorschriften van de plannen van aanleg en van de algemene bouwverordeningen aan.

Mits naleving van de voorschriften van artikel 663 van het Burgerlijk Wetboek, kan de gemeentelijke bouwverordening eveneens regels stellen omtrent alles wat de afsluitingen betreft.

Art. 61. De besluiten van de gemeenteraad tot aanneming of wijziging van de gemeentelijke bouwverordeningen worden onderworpen aan het advies van de Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring van de Koning.

Art. 62. De voorschriften van de plannen van aanleg heffen, ten aanzien van het grondgebied waarop zij betrekking hebben, de ermede strijdige bepalingen van de bestaande gemeentelijke verordeningen van rechtswege op.

Van de voorschriften der plannen van aanleg die bindende kracht hebben verkregen, mag in de nieuwe verordeningen niet worden afgeweken.

CHAPITRE II. — *Des renseignements à fournir par les pouvoirs publics.*

Art. 63. Le Roi détermine :

1° les conditions dans lesquelles les administrations intéressées délivreront aux personnes qui en feront la demande, des copies ou extraits des plans d'aménagement, des prescriptions réglementaires qui les accompagnent, des plans d'alignement et des règlements sur les bâtisses;

2° les conditions dans lesquelles tout tiers intéressé pourra obtenir auprès des mêmes administrations communication du contenu des permis de bâtir ou lotir délivrés;

3° la forme et le contenu des certificats d'urbanisme ainsi que les autorités qui les délivrent.

Ce certificat indiquera notamment dans la parcelle cadastrale ou la partie de cette parcelle qu'il concerne :

a) si cette parcelle est reprise dans les limites d'un plan d'aménagement ou si elle fait l'objet d'un permis de lotir;

b) quelle est selon le plan d'aménagement ou le permis le lotir, la destination de la parcelle et notamment si la construction d'habitations privées y est autorisée;

c) à quelles conditions ces constructions sont soumises;

d) si l'immeuble est repris dans les limites d'un plan d'expropriation et dans ce cas, la désignation du pouvoir expropriant et la date de l'arrêté royal autorisant cette expropriation.

CHAPITRE III. — *Des sanctions.*

Art. 64. Sont passibles d'un emprisonnement de 8 à 15 jours et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou de l'une de ces peines seulement, les propriétaires de biens immeubles, maîtres de l'ouvrage et architectes, entrepreneurs, géomètres-experts immobiliers et toutes autres personnes qui, par l'exécution ou le maintien des travaux énumérés aux alinéas 1 et 2 de l'article 44 ou des lotissements visés à l'article 56, contreviennent aux stipulations des plans particuliers d'aménagement, aux dispositions des Titres II et III ou à celles des règlements pris en exécution du Chapitre I^{er} du Titre IV de la présente loi.

Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du Chapitre VII et de l'article 85, leur sont applicables.

Art. 65. Outre la pénalité, le tribunal ordonne, s'il y a lieu, la remise en état des lieux, fixe un délai à cette fin et décide qu'en cas d'inexécution du jugement, le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué pourra y pourvoir aux frais de l'intéressé. Ce dernier sera contraint au remboursement de la dépense sur état taxé à ses frais et rendu exécutoire par le président du tribunal, saisi par requête et sans intervention d'avoué.

Lorsqu'il s'agit d'une infraction aux dispositions de la présente loi relative au permis de lotir, le tribunal prononce sans préjudice à des dommages et intérêts, à la demande des acquéreurs des lots, l'annulation aux frais du contrevenant, de leur titre d'acquisition.

Art. 66. Indépendamment des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents assermentés, chargés de l'administration et de la police de la voirie ainsi que les agents délégués à cette fin par le Ministre, recherchent et constatent par procès-verbal les infractions déterminées à l'article 64 de la présente loi.

Art. 67. Le fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et échevins ou le tiers lésé sont recevables, soit concurremment, soit séparément, à poursuivre, devant les juridictions civiles, la remise en état des lieux où ont été effectués des travaux ou des lotissements de biens-fonds non conformes aux stipulations des plans particuliers d'aménagement, aux dispositions des Titres II et III ou à celles des règlements pris en exécution du Chapitre I du Titre IV de la présente loi.

La partie lésée peut en outre poursuivre l'annulation, aux frais du lotisseur, du titre ayant opéré la division du bien.

Art. 68. L'interruption des travaux jusqu'au jugement définitif sur les poursuites peut, à la requête du bourgmestre ou du fonctionnaire délégué, être ordonnée par le président du tribunal de première instance statuant en référé.

L'ordonnance du président est exécutoire sur la minute.

Dans le cas où les travaux sont continués en violation de l'ordonnance du président, ordonnant leur interruption, l'infraction est punie, indépendamment des peines prévues à l'article 64, d'un emprisonnement de dix jours à un mois.

HOOFDSTUK II. — *Inlichtingen te verstrekken door de openbare besturen.*

Art. 63. De Koning bepaalt :

1° onder welke voorwaarden de betrokken besturen aan de personen die erom verzoeken, afdrukken of uittreksels van de plannen van aanleg, van de bijbehorende verordenende voorschriften, van de rooiplannen en van de bouwverordeningen afgeven;

2° onder welke voorwaarden derden-belanghebbenden bij dezelfde besturen inzage kunnen krijgen van de inhoud der afgegeven bouw- of verkavelingsvergunningen;

3° de vorm en de inhoud van de stedenbouwkundige attesten alsmede de instanties die deze afgeven.

Dit attest zal, in het kadastraal perceel of perceelgedeelte waarop het betrekking heeft, onder meer vermelden :

a) of dit perceel is opgenomen in een plan van aanleg en of er een verkavelingsvergunning voor bestaat;

b) welke bestemming het perceel volgens het plan van aanleg of de verkavelingsvergunning heeft en met name of er private woningen mogen worden gebouwd;

c) welke voorwaarden voor deze gebouwen gelden;

d) of het onroerend goed is opgenomen in een onteigeningsplan en, zo ja, de onteigenende instantie en de datum van het koninklijk besluit tot goedkeuring van die onteigening.

HOOFDSTUK III. — *Dwang- en strafbepalingen.*

Art. 64. Met gevangenisstraf van 8 tot 15 dagen en met geldboete van 26 tot 2 000 frank of met een van die straffen alleen worden gestraft de eigenaars van onroerende goederen, de opdrachtgevers, de architecten, aannemers, landmeters-schatters van onroerende goederen en alle andere personen die de werken opgenoemd in artikel 44, eerste en tweede lid, of de verkavelingen bedoeld in artikel 56, uitvoeren of instandhouden, met overtreding van de voorschriften van de bijzondere plannen van aanleg, de bepalingen van de Titels II en III of die van de verordeningen vastgesteld ter uitvoering van Hoofdstuk I van Titel IV van deze wet.

Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op hen van toepassing.

Art. 65. Benevens de straf, beveelt de rechtbank, indien daartoe grond bestaat, de plaats in de vorige staat te herstellen, bepaalt een termijn daarvoor en beslist dat de burgemeester of de gemachtigde ambtenaar, ingeval het vonnis niet wordt ten uitvoer gelegd daarin op kosten van de betrokkene zal kunnen voorzien. Deze zal worden gedwongen de uitgave terug te betalen tegen overlegging van een staat, op zijn kosten begroot en invorderbaar verklaard door de voorzitter van de rechtbank waarbij de vordering aanhangig is gemaakt bij verzoekschrift en zonder bemiddeling van een pleitbezorger.

Betreft het een overtreding van de bepalingen van deze wet die op de verkavelingsvergunning betrekking hebben, dan beveelt de rechtbank, op verzoek van de kopers van de kavels, en onverminderd de vergoeding van de schade, de vernietiging van hun titel van verkrijging op kosten van de overtreder.

Art. 66. Benevens de ambtenaren van de gerechtelijke politie zijn de beëdigde ambtenaren en beambten aan wie het beheer en de politie over de wegen is opgedragen, alsmede de beambten die daartoe door de Minister gemachtigd zijn, bevoegd om de in artikel 64 van deze wet omschreven overtredingen op te sporen en te bekeuren.

Art. 67. De gemachtigde ambtenaar, het college van burgemeester en schepenen of de benadeelde derde kunnen, samen of afzonderlijk, voor de burgerlijke rechtbanken vorderen dat in hun vroeger staat worden hersteld de plaatsen waar werken of verkavelingen van vaste goederen hebben plaats gehad in strijd met de voorschriften van de bijzondere plannen van aanleg, met de bepalingen van de Titels II en III, of met die van de verordeningen vastgesteld ter uitvoering van Hoofdstuk I van Titel IV van deze wet.

De benadeelde partij kan bovendien, op kosten van hem die het goed verkaveld heeft, de vernietiging vorderen van de akte op grond waarvan het goed is verdeeld.

Art. 68. Schorsing van de werken tot het eindvonnis over de vervolging is gewezen, kan, op verzoek van de burgemeester of de gemachtigde ambtenaar, worden bevolen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, recht sprekende in kort geding.

Het bevelschrift van de voorzitter is uitvoerbaar op de minuut.

Worden de werken voortgezet in strijd met het schorsingsbevel van de voorzitter, dan wordt het misdrijf, onverminderd de in artikel 64 gestelde straffen, gestraft met gevangenisstraf van tien dagen tot een maand.

Art. 69. La citation devant le tribunal correctionnel en vertu de l'article 64 ou l'exploit introductif d'instance prévu par l'article 67 est transcrit à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier auteur de l'exploit.

La citation ou l'exploit doit contenir la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Toute décision en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi hypothécaire.

Il en est de même du certificat du fonctionnaire précité constatant que le jugement a été exécuté.

Lorsque les pouvoirs publics ou les tiers sont obligés, par suite de la carence du condamné, de pourvoir à l'exécution du jugement, la carence naissant de ce chef à leur profit est garantie par une hypothèque légale dont l'inscription, le renouvellement, la réduction et la radiation sont opérés conformément aux dispositions des chapitres IV et V de la loi hypothécaire.

Cette garantie s'étend à la créance résultant de l'avance faite par eux du coût des formalités hypothécaires, lequel est à charge du condamné.

CHAPITRE IV. — Dispositions fiscales.

Art. 70. A. L'article 161, 2° de l'arrêté royal du 30 novembre 1939, n° 64, contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par l'article 2 de la loi du 16 juin 1947, est complété par les mots suivants : « les actes constatant un remembrement ou un relotissement effectué en exécution du Chapitre VI du Titre 1^{er} de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ».

B. L'article 162, 7°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 7° les actes, jugements et arrêts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et ceux relatifs à l'exécution du Titre 1^{er} de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, à l'exception des actes prévus à l'article 161, 2°. »

C. Il est ajouté à l'article 59 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, contenant le Code des droits de timbre, confirmé par l'article premier de la loi du 14 juillet 1951, un 5° *ter* rédigé comme suit :

« 5° *ter* les actes relatifs à l'exécution du Titre 1^{er} de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. »

CHAPITRE V.

Dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires.

Art. 71. L'article 90, 8° de la loi communale est remplacée par la disposition suivante :

« 8° de la délivrance des permis de construire et de lotir, conformément à la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. »

Art. 72. Sont abrogés :

1° l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation; 2° l'article 6 à l'exception du premier alinéa du § 1^{er}, et l'article 7 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes;

3° l'arrêté royal du 19 avril 1828 concernant les constructions dans la proximité des cimetières établis hors des communes et l'arrêté royal du 5 juillet 1829 relatifs à la faculté conférée aux députations des états d'autoriser les constructions dans le voisinage des cimetières;

4° la loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la voirie, modifiée par les lois du 15 août 1897 et du 28 mai 1914.

Art. 73. Restent néanmoins en vigueur :

a) les plans d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946;

b) les autorisations de bâtir délivrées sur le pied dudit arrêté-loi, du texte ancien de l'article 90, 8°, de la loi communale et des articles 6 et 7 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, pour autant que les travaux aient été commencés avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou au plus tard un an après la date de leur délivrance, lorsque celle-ci n'est pas antérieure d'un an à l'entrée en vigueur de la présente loi;

Art. 69. De dagvaarding voor de correctionele rechtbank op grond van artikel 64, of het exploit tot inleiding van het geding op grond van artikel 67, wordt in het hypotheekkantoor van het gebied waarbinnen de goederen gelegen zijn, overgeschreven ten verzoeke van de deurwaarder die het exploit heeft opgemaakt.

De dagvaarding of het exploit vermeldt de kadastrale gegevens van het onroerend goed dat het voorwerp van de overtreding is, en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en onder de sanctie die in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913 zijn bepaald.

Iedere in de zaak gewezen beslissing wordt op de kant van de overgeschreven dagvaarding of van het overgeschreven exploit vermeld op de wijze bij artikel 84 van de hypotheekwet voorgeschreven.

Hetzelfde geldt voor het certificaat van de voormelde ambtenaar dat de tenuitvoerlegging van het vonnis vaststelt.

Wanneer openbare besturen of derden wegens het in gebreke blijven van de veroordeelde genoopt zijn in de tenuitvoerlegging van het vonnis te voorzien, wordt de daaruit te hunnen bate voortvloeiende schuldvordering gewaarborgd door een wettelijke hypotheek, die ingeschreven, vernieuwd, verminderd of doorgehaald wordt overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken IV en V der hypotheekwet.

Die waarborg dekt ook de schuldvordering ten gevolge van de kosten der hypotheekformaliteiten, die door hen zijn voorgeschoten en die ten laste van de veroordeelde komen.

HOOFDSTUK IV. — Fiscale bepalingen.

Art. 70. A. Artikel 161, 2°, van het koninklijk besluit van 30 november 1939, nr. 64, houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij artikel 2 der wet van 16 juni 1947, wordt aangevuld met de volgende woorden : « akten tot vaststelling van een ruilverkaveling of een herverkaveling verricht met inachtneming van de bepalingen van Hoofdstuk VI van Titel I van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw ».

B. Artikel 162, 7°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° akten, vonnissen en arresten inzake onteigeningen ten algemene nutte en die welke betrekking hebben op de uitvoering van Titel I van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, met uitzondering van de in artikel 161, 2°, bedoelde akten. »

C. Aan artikel 59 van het besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het Wetboek der zegelrechten, bekrachtigd bij het eerste artikel der wet van 14 juli 1951, wordt een 5° *ter* toegevoegd luidende :

« 5° *ter* akten betreffende de uitvoering van Titel I der wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw. »

HOOFDSTUK V.

Wijzigings-, overgangs- en opheffingsbepalingen.

Art. 71. Artikel 90, 8° van de gemeentewet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° de afgifte van de bouw- en verkavelingsvergunningen, overeenkomstig de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw. »

Art. 72. Opgeheven worden :

1° de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedenbouw; 2° artikel 6, met uitzondering van het eerste lid van § 1, en artikel 7 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen;

3° het koninklijk besluit van 19 april 1828 betreffende de bouwwerken in de nabijheid van buiten de gemeenten gelegen begraafplaatsen, en het koninklijk besluit van 5 juli 1829 betreffende de bevoegdheid van de gedeputeerde staten om vergunning te verlenen tot het bouwen in de nabijheid van begraafplaatsen;

4° de wet van 1 februari 1844 op de wegenpolitie, gewijzigd bij de wetten van 15 augustus 1897 en 28 mei 1914.

Art. 73. Blijven evenwel van kracht :

a) de aanlegplannen goedgekeurd onder de gelding van de besluitwet van 2 december 1946;

b) de bouwvergunningen afgegeven op grond van voormelde besluitwet, van de oude tekst van artikel 90, 8° van de gemeentewet en van de artikelen 6 en 7 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, voor zover de werken werden aangevangen voor de inwerkingtreding van deze wet, of ten laatste één jaar na de datum van afgifte der vergunning, wanneer deze niet vroeger dan één jaar vóór de inwerkingtreding van deze wet plaats had;

c) les règlements pris sur le pied de l'article 15 des lois précitées sur la police de la voirie, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur d'un plan particulier d'aménagement dressé en vertu de la présente loi.

Art. 74. Pourront être continués, sans permis, les lotissements en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, lorsque les lotisseurs justifieront d'un accord antérieur de l'Administration de l'Urbanisme.

Art. 75. Les plans communaux d'aménagement adoptés par les conseils communaux et pour lesquels l'enquête publique a été tenue et clôturée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront être approuvés par le Roi, après avis de la Députation permanente du Conseil provincial.

Ils seront publiés dans les formes et conditions prévues aux alinéas 4 et 5 de l'article 23.

Aux plans communaux d'aménagement adoptés par les conseils communaux, mais non encore soumis à l'enquête à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, seront applicables les dispositions des alinéas 2 à 6 de l'article 21 et celles de l'article 23.

Art. 76. En ce qui concerne les immeubles frappés d'une servitude de non-bâtir ou d'une défense de lotir par des plans communaux d'aménagement approuvés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, la demande d'indemnité n'est recevable que si, dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi, le propriétaire préjudicié a, par requête motivée adressée sous pli recommandé à la poste au collège des bourgmestre et échevins, sollicité la révision de ce plan et si, quatre ans après l'introduction de cette demande, il n'a pas reçu notification du retrait du refus de bâtir ou de lotir; l'action en indemnité se prescrit en ce cas par un an à dater de l'expiration du précédent délai.

Art. 77. La présente loi entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, celles de ses dispositions qui prévoient l'intervention des Commissions consultatives n'entreront en vigueur qu'au fur et à mesure de la publication au *Moniteur belge* des arrêtés royaux nommant les membres de ces Commissions.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1962.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,

J. MERLOT

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

P. VERMEYLEN

c) de verordeningen vastgesteld op grond van artikel 15 van de voormelde wetten op de wegenpolitie, tot op het tijdstip van de inwerkingtreding van een bijzonder aanlegplan opgemaakt krachtens deze wet.

Art. 74. De verkavelingen die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet in uitvoering zijn, mogen zonder vergunning worden voortgezet wanneer de verkavelaars van een voorafgaande instemming van het Bestuur van de Stedebouw doen blijken.

Art. 75. De gemeentelijke plannen van aanleg die door de gemeenteraden zijn aangenomen en waarvoor het openbaar onderzoek gehouden en gesloten werd voor de inwerkingtreding van deze wet, kunnen door de Koning, na advies van de Bestendige Deputatie van de Provinciale Raad, worden goedgekeurd.

Zij worden bekendgemaakt in de vorm en onder de voorwaarden bepaald in artikel 23, vierde en vijfde lid.

Op de gemeentelijke plannen van aanleg die door de gemeenteraden zijn aangenomen maar op de dag van de inwerkingtreding van deze wet nog niet aan het onderzoek werden onderworpen, zijn toepasselijk de bepalingen van artikel 21, tweede tot zesde lid, evenals die van artikel 23.

Art. 76. Inzake de onroerende goederen die bezwaard zijn met een bouw- of verkavelingsverbod, krachtens plannen van aanleg die voor de inwerkingtreding van deze wet zijn goedgekeurd, is de vordering tot schadevergoeding slechts ontvankelijk indien de benadeelde eigenaar, binnen één jaar na de inwerkingtreding van deze wet, in een met redenen omkleed verzoekschrift, bij ter post aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen heeft verzocht dat plan te herzien en indien hij, vier jaar na de indiening van dat verzoekschrift, geen kennis heeft gekregen van de intrekking van het bouw- of verkavelingsverbod; in dat geval verjaart de vordering tot schadevergoeding één jaar na het verstrijken van de vorengenoemde termijn.

Art. 77. Deze wet treedt in werking tien dagen nadat zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De bepalingen van deze wet waarin de bemoeiing van de Commissies van advies is voorgeschreven, treden evenwel slechts in werking naarmate de koninklijke besluiten houdende benoeming van de leden van die commissies in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1962.

Van Koningswege :

De Minister van Openbare Werken,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

26 MARS 1962. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les règlements particuliers du canal de la Nèthe et de la Petite Nèthe, l'arrêté royal du 7 septembre 1950 portant les règlements particuliers de certaines voies navigables.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement de police et de navigation des voies navigables administrées par l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 7 septembre 1950;

Vu l'arrêté royal du 7 septembre 1950 portant les règlements particuliers de certaines voies navigables, notamment le règlement particulier du canal de la Nèthe et de la Petite Nèthe, modifié par les arrêtés royaux des 11 décembre 1952 et 17 octobre 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

26 MAART 1962. — Koninklijk besluit tot wijziging, wat betreft de bijzondere reglementen voor het Netekanaal en de Klein Nete, van het koninklijk besluit van 7 september 1950 houdend bijzondere reglementen van sommige scheepvaartwegen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdend reglement betreffende de politie en de scheepvaart der bevaarbare waterwegen onder beheer van de Staat, gewijzigd inzonderheid in het koninklijk besluit van 7 september 1950;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 september 1950 houdend bijzondere reglementen van sommige scheepvaartwegen, inzonderheid op het bijzonder reglement voor het Netekanaal en de Klein Nete, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1952 en 17 oktober 1956;

Gelet op het advies van de Raad van State;